



# L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 22 septembre au 5 octobre 2014 – n°159**

**Une pleine capacité d'initiative**

**Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)**

## **La Fête de l'Humanité : Un formidable point de départ** Par Patrick Apel-Muller

La Fête de l'Humanité a d'ores et déjà marqué la vie du pays. Rendez-vous de ceux qui refusent l'austérité et cherchent à donner un autre cap à la France, elle est devenue le lieu de rencontre des forces qui, à gauche, veulent se rassembler, édifier une majorité sur une autre politique, répondant aux vœux de son électorat et aux attentes de notre peuple. Le dialogue entamé entre communistes, Front de gauche, EELV, frondeurs, Nouvelle Donne, syndicalistes, militants associatifs, personnalités progressistes envoie un signal aux citoyens. L'avenir n'est pas enfermé entre libéralisme de droite, libéralisme hollandais et libéralisme xénophobe.

Le désenchantement n'était pas au menu. Le débat et le partage, si. La force propulsive de ce qui s'est amorcé là ne peut encore être mesurée, mais le peuple de gauche n'est pas condamné à se voir défiguré ou dépossédé de ses espérances. Les échanges et les luttes devront pour cela parcourir le pays, s'enraciner au plus près de ce chacun vit, se fortifier dans un véritable front populaire. Les participants à la plus grande fête politique d'Europe y auront puisé, selon le mot d'Aragon, « de quoi rêver et de quoi serrer les poings », de la fraternité, du plaisir, du carburant pour les imaginaires, des solidarités pour les souffrances d'ici et d'ailleurs.

Les chantages et les coups de menton de Manuel Valls avant le vote de confiance qu'il veut obtenir n'en sont que plus dérisoires. Il n'obtient pas le pas cadencé qu'il voulait scander. Même Martine Aubry, jusqu'alors prudente et silencieuse, sort du rang. Déjà, le vote de l'Assemblée semble une anecdote, un socle aussi délabré que les cotes de popularité du tandem gouvernant. La petite musique de l'orchestre de ce Titanic politique ne fait pas tourner les têtes.

## **Et là Valls tu la vois l'alternative?**



## **SOMMAIRE**

P1 **Édito** - Sommaire

P2-3 **Agenda**

P4 Le président s'enfoncé inexorablement dans l'échec ; Le Premier ministre ne dispose plus que d'une majorité peu de chagrin ; Pétitions en ligne ; Valls et Gattaz ont le même pin's : « Touche pas à mon pote » ; Discours de politique générale du Premier ministre : la main visible de l'austérité

P5 Agression à Saint-Mandé : l'inadmissible hiérarchisation des luttes antiracistes ; Loi de santé : les « sans-dents » peuvent bien se sacrifier pour l'austérité ; Déficit public : Hollande, Valls et Sapin ont tout faux ; Assemblage de la BlueCar à Dieppe : la preuve qu'une autre politique industrielle est possible

P6 Messieurs Cambadélis et Thévenoud, on ne vous dit pas merci pour ce moment ; Ukraine : l'Europe malade de l'OTAN et du bellicisme ; A voir sur l'internet ; Le Parlement européen doit refuser la nomination de Cañete !

P7 Contre la barbarie islamiste : solidarité avec les kurdes de Syrie ; Huma Dimanche du 18 septembre ; Otage, non à la Barbarie ! ; A lire

P8-11 **« Soyons les acteurs d'un sursaut national et citoyen »**

P12-15 **LA PAIX, le plus grand des combats**

P16 Conseil national du 19 septembre 2014 - Relevé de décisions

P17 Ce serait un crime de vouloir montrer les beaux côtés de la guerre, même s'il y en avait ! ; Loi antiterroriste : du sarkozysme pur jus !

P18 **One Man Show de Manuel Valls mis en scène par Gattaz: Face à ce mauvais scénario la jeunesse ne restera pas spectatrice !**

P19 De nouveaux moyens pour la vie étudiante ; A Toulouse, l'austérité sonne le glas de la réussite étudiante ; La bataille pour un service public du logement étudiant continue ; 20,27% pour les communistes à Moscou lors des élections municipales

P20-21 **Fusion des Régions: Déclaration commune des groupes FDG Rhône-Alpes et Auvergne**

P22 André Chassaigne : « Des convergences se tissent à gauche pour le budget 2015 »  
Le communiste Vadim Potomsky élu gouverneur d'Orel (Russie) avec 89% des voix ; Morts de migrants en Méditerranée : pour en finir avec l'hécatombe ? ; Aidons l'Huma

## Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Réunion Collectif urgence Gaza

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy  
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :  
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur,  
projection de films. Échangeons sur nos points de vue et  
sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de  
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce  
quai illégalement privatisé par quelques-uns

Mardi 23 19h30 Alterlocal Présentation de l'Altertour,  
manifestation cycliste organisée en France depuis 2008  
par Alter-Campagne. Pour une planète non dopée, un  
relais cycliste familial et sans compétition parcourt les  
routes chaque été à la rencontre d'initiatives alternatives :  
agricoles, sociales, énergétiques, économiques, solidaires,  
etc. Des alter-cyclistes ayant participé en 2014 répondront  
aux questions. [www.altertour.net](http://www.altertour.net)

Mercredi 24 19h Alterlocal Initiation Méthode de  
Feldenkrais, pédagogie où les élèves prennent conscience  
de leur mouvement dans l'espace et dans leur  
environnement. Elda propose une organisation plus aisée  
et efficace des actions, une meilleure souplesse des  
mouvements, chercher à comprendre d'où proviennent vos  
tensions inutiles... Amener un tapis de sol.

jeudi 25 septembre de 11h à 14h Lyon sur l'esplanade  
d'Eurexpo, la CNL appelle à la mobilisation de tous pour  
défendre le logement social

Vendredi 26 Réunion Collectif Antifasciste

agora Bonneville : Ouverture de la saison « Agitateur de  
curiosité » de l'Université Populaire du canton de  
Bonneville 18h30 Présentation de la saison 2014-2015  
19h30 Buffet d'înatoire 20h30, Conférence « Les mafias :  
entre illégalité et légalité » avec Fabrice Rizzoli

Cusy : 8èmes Rencontres Cinématographiques de  
IMAGE(s) de RESISTANCE(s)

Vendredi 26 Septembre

17h00 Séance Jeune Public... et... adultes JEUX INTERDITS  
- de René Clément 20h30 Soirée d'Ouverture

CARICATURISTES - Fantassins de la démocratie  
Documentaire de Stéphanie Valloato

Samedi 27 Septembre

CARTE BLANCHE à PRAVO LJUDSKI Festival des films des  
droits de l'homme de Sarajevo, Invitée d'honneur  
KUMJANA NOVAKOVA, Déléguée du festival

14h30 Programmes de Courts-Métrages, Programme de  
films de Bosnie-Herzégovine et de Serbie inédits en  
France, Programme présenté par Kumjana Novakova

17H30 CINEMA KOMUNISTO Documentaire de Mila Turajlic  
Projection en présence de Jacques Choukroun Distributeur  
du film - Historien du Cinéma

21h00 A STRANGER Fiction de Bobo Jelcic Projection  
présentée par Kumjana Novakova

23h00 Séance Spéciale NEAR DEATH EXPERIENCE de  
Gustave Kervern et Benoît Delepine

Dimanche 28 Septembre

10h00 Accueil Café-Viennoiseries

10h30 CETTE LUMIERE N'EST PAS CELLE DU SOLEIL  
Documentaire de Bernard Favre Projection en présence du  
Réalisateur

15h00 Un film pour mémoire SACCO ET VANZETTI Fiction  
de Giuliano Montaldo

17h30 Séance de clôture en présence des Invités L'HOMME  
DU PEUPLE Fiction de Andrzej Wajda Avant-première avec  
l'aimable participation de VERSION ORIGINALE / CONDOR

Superbe programmation à découvrir dans le programme.

Et aussi :

LE BISTROT

Un bistrot pour se restaurer entre deux films

Écouter de la musique, Rencontrer des amis

Discuter avec nos invités prestigieux

GASTRONOMIE

- Samedi 27 à 19h30 SOUPE AU PISTOU 10€ par personne

- Dimanche 28 à 12h00 REPAS FESTIF 12€ par personne

Enfants (13 ans inclus) = 3 € la séance

Adhérents Cinébus = 4 € la séance

Non-Adhérents = 5 € la séance

Forfait 4 séances = 15 €

<http://www.cinebus.fr/>

27-28 septembre Journées transition citoyenne

**Moi, Citoyen**  
de la République,  
j'engagerai  
**LA TRANSITION**  
citoyenne !

Entrée libre  
**20h**  
Sortie au chapeau

**27 SEPTEMBRE 2014**

**JOURNÉE NATIONALE DE LA TRANSITION**

**PROJECTION DU FILM « EN TRANSITION 2.0 »**  
DES INITIATIVES QUI CHANGENT LE MONDE !  
ET PRÉSENTATION D' ACTIONS LOCALES

**Margencel - Auditorium Collège Théodore Monod**  
5, route des Cinq Chemins

[WWW.MOICITOYEN.ORG](http://WWW.MOICITOYEN.ORG)  
[ALTERNATIBA.EU/LEMAN/](http://ALTERNATIBA.EU/LEMAN/)

Chablais en Transition

# Fête de la TRANSITION CITOYENNE

27 et 28 Septembre  
à partir de 9h30

Lycée agricole de Poisy



Village des alternatives  
Ateliers Participatifs  
Buffet canadien

**(Re)prenons notre vie en main**

Avec conférence - débat d' Etienne Chouard  
« Est-on en démocratie ? » Samedi 14h30

Entrée libre, programme détaillé sur :

[www.transitioncitoyenneseemnoz.org](http://www.transitioncitoyenneseemnoz.org)

## Le samedi

### Stands des associations et des mouvements locaux

Agriculture bio, alimentation locale, citoyenneté, éducation alternative, énergie renouvelable, logement coopératif, finance éthique

### Ateliers pratiques de bien-être ludiques pour petits et grands

S'alimenter autrement, consommer autrement, découverte des outils Montessori, la parentalité positive, le massage, c'est le pied, auto-massage (do-in), relaxation guidée, Gi-gong, dessine avec la nature, atelier d'écriture ludique sur des thèmes de la transition

## Le dimanche (le matin)

### Ateliers constituants avec Etienne CHOUARD

Qui sommes nous ? L'intention du collectif pour une transition citoyenne est d'agir de façon concrète pour construire dès aujourd'hui une société qui redonne la priorité à la terre, à la vie, à l'humain.

Cette manifestation a pour but par l'exemple et la mise en valeur d'initiatives locales de susciter la prise de conscience et l'engagement du plus grand nombre à :

**(Re)prendre notre vie en main**



Horaires et programme détaillé sur  
[www.transitioncitoyenneseemnoz.org](http://www.transitioncitoyenneseemnoz.org)  
tel : 07 82 24 21 39

Lundi 29/9 Réunion ATTAC Ancecy

Mardi 30/9 18H réunion collectif Palestine

18:30-20:30 Avant-première du film « Regards sur nos assiettes » Cinéma La Turbine Cran-Gevrier

19h30 : Repaire de Cervens, chez Lulu (anc. Bar Fleuri, entre l'église et la mairie de Cervens)

20h30 à l'Agora Bonneville : Ciné'UP : Tel père, tel fils

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA ALGER  
FESTIVAL ATTAC IMAGES MOUVEMENTÉES PARIS  
FESTIVAL DU FILM ENGAGÉ CLEMONT-FERRAND  
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM GROLANDAIS TOULOUSE  
FESTIVAL ZONES PORTUAIRES MARSEILLE ET PORT-DE-BOUC  
FESTIVAL ÉCHOS D'ICI ÉCHOS D'AILLEURS LA BASTIDE-ROUAIROUX  
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM MEDITERRANÉEN DE BRUXELLES  
FEST AMEHTI AHMOKPATIAI ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ  
FESTIVAL BOBINES REBELLES ST-GOBAIN  
FESTIVAL DU DOG ST-MARTIN-VALLAUMES  
FORUM SOCIAL LIBERTAIRE MERJEUUX  
FESTIVAL BOBINES SOCIALES PARIS  
FESTIVAL MÉMOIRE À VIF LIMOGES  
FESTIVAL RÉSISTANCES FOIX

DANS LES RUINES DE LA GRÈCE,  
LE BERCEAU D'UN AUTRE MONDE

NE VIVONS PLUS COMME DES  
**ESCLAVES**

Ciné-débat en présence du réalisateur  
Mercredi 01 octobre, 20h au Parnal, à Thorens  
Jeudi 02 octobre, 20h à la Turbine, Cran-Gévrier

UN FILM DE YANNIS YOULOUNTAS

MUSIQUES TA LIMANIA XENA CYRIL GONTIER SERGE UTGÉ-ROYO JEAN-FRANÇOIS BRIENT XASMWDIA  
RAOUL VANEIGEM MADAME NESIA MARTYN JACQUES METHISMENA XOTIKA HORROR VACUI ALPHA BANG  
COORDINATION DIFFUSION MAUD YOULOUNTAS

[www.nevivonspluscommedesesclaves.net](http://www.nevivonspluscommedesesclaves.net)

Ce ciné-débat vous est proposé par les associations:  
La LDH Ancecy, 9, quai des Clarisses, Ancecy  
Attac 74 Ancecy, 23 rue des Harmonies, Cran Gévrier

attac

Signe des droits de l'Homme

Jeudi 2/10 20h30 Concert Vernissage de l'album « La Vie Kexplose » Salle Pierre Lamy 12, rue de la République ANCECY ouverture des portes à 20H. Réserver par mail à [info@blandinerobin.com](mailto:info@blandinerobin.com) ou appeler au 04 50 68 22 15

vendredi 3/10 Réunion Chaîne Humaine contre les haines  
20h30 mairie de l'Abergement de Varey projection des "Joyeux" le sable "enquête sur une disparition"

Samedi 4 octobre Salle La Savoyarde Montmélian Congrès départemental du mouvement de la Paix 73

Samedi 4 dimanche 5/10 Fête Associations Cran-Gevrier

## RENCONTRE - CONFERENCE avec Sylvie Ayrat et Yves Raibaud

genREGO Cultures, Sociétés

Sous la direction de Sylvie Ayrat et Yves Raibaud

genREGO Cultures, Sociétés

Sous la direction de Sylvie Ayrat et Yves Raibaud

POUR EN FINIR  
AVEC LA FABRIQUE  
DES GARÇONS

Vol. I ♦ À l'école

POUR EN FINIR  
AVEC LA FABRIQUE  
DES GARÇONS

Vol. II ♦ Loisirs, sport, culture

Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine

Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine

Samedi 4 octobre à 19 h avec petit buffet d'accueil

A la salle de l'Ermitage, 533 Route de la bénite fontaine,  
LA ROCHE SUR FORON - entrée 5 euros

Adep : Amis et défenseurs de l'école publique, d'autres infos sur [www.adeppr.org](http://www.adeppr.org)



## Le président s'enfoncé inexorablement dans l'échec

Le chef de l'État s'est livré deux heures durant à un exercice médiatique sans ouvrir aucune perspective positive pour les Français, sans jamais répondre aux urgences du pays. La seule véritable annonce est l'entrée dans une nouvelle guerre de notre pays. Sans concertation du parlement. Avec l'envoi de forces aériennes en Irak dans le cadre d'une coalition occidentale dirigée par les USA.

Cette décision est une grave erreur qui ne réglera en rien la situation et aggravera la déstabilisation de la région. Pour "éradiquer" l'État islamique, il est indispensable de démanteler les filières, y compris d'États participant à cette coalition qui fournissent armes, argent et hommes.

Au plan national, le Président confirme le cap austéritaire tracé mardi par le premier ministre. Seule exception à la rigueur budgétaire, la guerre, sans que jamais d'ailleurs le Président n'en mentionne le coût. Pour le reste, aucune solution n'a été apportée aux millions de Français qui se sentent aujourd'hui trahis par les choix gouvernementaux. Le Président est même allé jusqu'à reporter à l'après 2017 les éventuels résultats de sa politique.

Le président s'enfoncé inexorablement dans l'échec. Pour éviter tout réel débat sur sa politique, il caricature les alternatives. Le PCF va s'atteler à renforcer ses efforts de rassemblement sur des solutions alternatives à gauche comme il s'y emploie depuis plusieurs semaines maintenant.

Parti Communiste Français  
Paris le 18 septembre 2014

## "Le Premier ministre ne dispose plus que d'une majorité peau de chagrin" (Pierre Laurent)

269 députés sur 577 ont voté la confiance à un Manuel Valls « droit dans ses bottes », totalement sourd à la défiance populaire qui ne cesse de grandir. Confirmant une politique qui mène à l'échec, le Premier ministre a tenté de l'habiller d'un vernis prétendument de gauche.

En réalité, le cap de l'austérité est totalement maintenu. Résultat : le Premier ministre ne dispose plus que d'une majorité peau de chagrin, ce vote de confiance n'est qu'une victoire à la Pyrrhus sans aucune perspective.

65 voix de gauche venant des bancs communistes et Front de gauche, socialistes, écologistes, MRC, manquent à l'appel, soit 31 de plus qu'en avril pour le gouvernement Valls I. Minoritaire dans le pays et dans la gauche, le Premier ministre n'a plus qu'une majorité rétrécie à l'Assemblée.

Les députés Front de gauche ont eu raison de voter contre, car cette politique conduit à coup sûr à l'échec. Je renouvelle mon appel, à tous ceux qui n'ont pas voté la confiance et à tous ceux qui l'ont encore voté la peur au ventre, pour que nous travaillions ensemble à d'autres choix politiques pour la justice sociale, l'emploi et la solidarité.

Le Parti Communiste Français s'emploiera dans les semaines à venir à renforcer ce rassemblement pour une autre politique.

## Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>

## "Valls et Gattaz ont le même pin's : « Touche pas à mon pote »." (O. Dartigolles)

Après la déclaration d'amour du Premier ministre au patronat lors de l'université du Medef, Pierre Gattaz veut lui aussi n'être que douceur et caresse. Aussi, pour faciliter la tâche à Manuel Valls, il a reporté de quelques jours la publication officielle du catalogue Automne/Hiver 2014 du Medef dont on connaît déjà les plus belles pièces à la lecture de la presse.

Tout cela est bien préparé. Trop bien. Cet après-midi, devant son poste de télévision, Gattaz pourra s'esclaffer devant les moulinets du Premier ministre contre les « provocations du Medef ». Si cela peut l'aider, le Medef lui doit bien ça.

Valls et Gattaz peuvent accrocher à leur veste le même pin's, « touche pas à mon pote ».

Derrière cet indécent pas de deux, il y a la réalité d'une politique qui, depuis le début du quinquennat, livre le pays à la finance et aux exigences d'actionnaires irresponsables qui préfèrent l'augmentation des dividendes aux salaires, à l'emploi, à la formation et à l'investissement utile.

Il y a un déjà, le Medef annonçait sa volonté de créer un million d'emplois en 5 ans. C'est à dire rien, puisque l'économie française, en ces temps de croissance nulle, crée au moins 200 000 emplois « naturellement » en une année. Toujours sans la moindre contrepartie, le Medef demande la suppression de deux jours de congés, la remise en cause du SMIC et des 35 heures, que le travail de nuit et le dimanche soit autorisé au bon vouloir des patrons, que les seuils sociaux soient rehaussés et que s'étende la pratique des « contrats de chantier ». A chaque fois qu'il demande, il obtient et cela le met toujours davantage en appétit. Les nouvelles promesses en terme de création d'emploi sont une nouvelle arnaque. Il pourrait y avoir un effet comique à tout cela, un comique de répétition mais il est question de la France, et de la situation insoutenable de son peuple.

## « Discours de politique générale du Premier ministre : la main visible de l'austérité » (P. Laurent)

Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Après son discours de politique générale, il est clair que Manuel Valls refuse de prendre en compte la large défiance qui s'exprime dans tout le pays à l'égard de sa politique.

Le Premier ministre n'annonce rien : c'est consternant. Il maintient un cap économique déjà totalement en échec.

Bien qu'il s'en défende maladroitement, c'est la main visible de l'austérité qui guide sa politique.

C'est un discours qui tourne le dos aux Français ; nous ne voterons donc décidément pas la confiance à ce gouvernement.

Pierre Laurent,  
Secrétaire National du PCF



**#compétitivite**

**COÛT DU TRAVAIL**  
(cotisations sociales)  
**= 150 Milliards**

**COÛT DU CAPITAL**  
(intérêts des banques + dividendes)  
**= 300 Milliards**

**C'est le coût du capital qui pèse sur les entreprises !**

@plaurant\_pcf @cnpfc

## Agression à Saint-Mandé: l'inadmissible hiérarchisation des luttes antiracistes

Très peu de médias se sont fait l'écho de l'agression dont ont été l'objet 2 adolescents d'origine algérienne passés à tabac par 7 ou 8 jeunes issus de la communauté juive ce dimanche 7 septembre 2014 à Saint Mandé.

Des plaintes ont été déposées, l'instruction est en cours.

Certes les familles des ados agressés ne semblent pas souhaiter faire de vagues, elles ne souhaitent pas que l'agression soit perçue comme un conflit entre communautés. Mais si les insultes à caractère raciste "sale arabe, vous n'avez rien à faire chez nous, c'est notre quartier" étaient confirmées par l'enquête de police, il est évident que cette agression gratuite contre 2 jeunes qui ont juste le tort de livrer du pain dans un lieu où des jeunes issus de la communauté juive ont l'habitude de se réunir serait particulièrement inacceptable et appellerait des sanctions pénales !

Dans un contexte où depuis 4 ans, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme conclut à une montée de l'intolérance religieuse et du racisme principalement contre les musulmans et les roms, il est urgent d'engager une lutte sans concession contre ce racisme culturel qui imprègne la société.

Le Gouvernement Valls doit produire des actes en bannissant l'inadmissible hiérarchisation des luttes antiracistes, sources de haines et de divisions : l'islamophobie comme l'antisémitisme doivent être combattus sans relâche !

Le Parti Communiste regrette que les annonces d'Hollande, en juillet dernier, de faire de la lutte contre le racisme une grande cause nationale, ne soient pour l'instant que des effets d'annonce.

Fabienne HALOUI

Commission Lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au Parti Communiste Français

## Loi de santé : les « sans-dents » peuvent bien se sacrifier pour l'austérité

On savait déjà que Loi de santé ne contiendrait aucune référence à la santé bucco-dentaire : cette fois, l'État confirme l'abandon total de celle-ci en publiant le Contrat d'Objectif et de Gestion (COG) qu'il a signé en juillet avec l'Assurance Maladie.

Pourtant, les programmes de prévention bucco-dentaire ont montré toute leur efficacité, à l'instar de celui mené dans le Val-de-Marne (94). Qu'importe, le gouvernement choisit l'abandon du financement des programmes de prévention.

Marisol Touraine n'a donc rien trouvé de mieux que de supprimer des crédits alloués à l'éducation bucco-dentaire en milieu scolaire, quitte à aggraver les inégalités, à l'heure même où de récentes enquêtes montrent un regain de la prévalence carieuse, du fait de la dégradation de la situation économique et sociale du pays.

Le gouvernement ne cède rien à l'austérité, pas même lorsqu'il en va de la santé des Français : les « sans-dents » peuvent bien se sacrifier.

Le PCF partage la stupeur et l'indignation des organisations syndicales professionnelles, libérales et salariées, et des associations scientifiques comme l'UFSBD et l'ASPB.

Cette démarche inacceptable rappelle celle remettant en cause la politique familiale universelle, au travers les coupes financières drastiques à la Caisse d'Assurance Familiale.

Le PCF réaffirme qu'une politique alternative de financement de la protection sociale existe. Les parlementaires du Front de gauche n'ont eu de cesse de le démontrer au cours des discussions de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale au Sénat et à l'Assemblée.

Il n'y a aucune fatalité au désengagement de l'Assurance Maladie.

## Déficit public : Hollande, Valls et Sapin ont tout faux

L'objectif drastique et dogmatique des 3 % est une nouvelle fois repoussé. Michel Sapin restera le ministre, hier sur le chômage, aujourd'hui sur le déficit public, qui ne cesse d'attendre Godot.

Pourtant, jamais un gouvernement n'est allé aussi loin et aussi brutalement dans l'austérité et la baisse de la dépense publique et sociale. Malgré les nombreux avertissements sur les effets désastreux d'une telle saignée pour l'économie de notre pays, alors que nous connaissons parfaitement l'engrenage infernal d'une telle orientation qui empêche toute redressement par l'investissement, les salaires, la consommation, Hollande/Valls/Sapin ont tout faux et sur toute la ligne.

En cause ? Une « situation exceptionnelle marquée par une croissance très faible ». La bonne blague ! Raisonnablement cynique et absurde, car c'est l'austérité qui empêche de relancer la croissance, et non l'absence de croissance qui empêche l'austérité de porter ses fruits.

Le gouvernement a déjà annoncé que le cap serait maintenu. Il y a dans cette décision plus que de l'entêtement au prix de tant de renoncements et de promesses non tenues. Il y a une défaite de la pensée, une capitulation totale. Jospin disait que la politique ne pouvait pas tout, avec Hollande/Valls et Sapin, elle ne peut plus rien du tout.

Vite, une alternative de gauche pour stopper ce gâchis et reconstruire un espoir.

## "Assemblage de la BlueCar à Dieppe : la preuve qu'une autre politique industrielle est possible" (P. Laurent)

Ce matin, un accord a été signé entre les groupes Bolloré et Renault afin de confier l'assemblage des véhicules électriques Bluecar, jusque là produits en Italie, à l'usine Alpine de Dieppe, en Seine Maritime.

Il s'agit d'une excellente nouvelle pour les 330 salariés qui travaillent sur ce site. Ils voient ainsi leur savoir-faire reconnu. Il y a un an et demi, leur mobilisation, aux côtés des élus de la région dont Sébastien Jumel, maire PCF de Dieppe, avait déjà contribué à relancer la production de l'Alpine sur le même site.

Cette annonce confirme ce que j'ai pu observer sur place, à l'usine Alpine de Dieppe vendredi 5 septembre dernier : les compétences des salariés de l'industrie automobile française sont une richesse inestimable pour nos territoires et notre pays. Il est indispensable de les préserver et de les valoriser.

Nous défendons le renouveau industriel de la France, par le développement technique et logistique, non seulement car il est porteur d'avenir pour l'emploi, mais également parce qu'il est le seul à pouvoir répondre aux défis énergétiques et écologiques.

Nous nous félicitons donc de cette bonne nouvelle pour Dieppe, sa région et notre pays. C'est un signe encourageant pour l'avenir de la filière automobile française, une preuve supplémentaire qu'une autre orientation est possible en matière de politique industrielle, tournée vers l'avenir, garantissant qualité et emploi.



#compétitivite

**SANOFI AVENTIS 7 MILLIARDS**

(de bénéficiaires)

**> 150 Millions** perçus en crédit impôt recherche

**> 47 Millions** perçus en CICE

et pourtant

**baisse des crédits recherche**  
(-5 points)

**5 000 postes supprimés**  
principalement en France

**Stop aux cadeaux inutiles !**

@pl Laurent\_pcf @cnp cf

## **Messieurs Cambadélis et Thévenoud, on ne vous dit pas merci pour ce moment**

Après un échange avec le premier secrétaire du PS, Monsieur Thévenoud propose donc de démissionner du Parti socialiste et de rester député.

On ne dit pas "merci pour ce moment" à Jean-Christophe Cambadélis et Thomas Thevenoud, qui se sont entendus sur ce lamentable arrangement.

Ainsi donc, on ne peut pas être ministre lorsque l'on ne respecte pas la loi, mais on peut continuer à élaborer et à voter celle-ci.

Ainsi donc, alors que les Français reçoivent leur feuille d'im-pôt et que les petits salaires constatent une augmentation de leur contribution, un député fraudeur peut "rester" quand tant de citoyens, écoeurés, "sortent" en s'abstenant massivement.

Ainsi donc, l'extrême gravité de la crise politique et morale n'a aucun effet sur la direction du PS qui, en acceptant le retour de M. Thévenoud à l'Assemblée nationale, envoie un terrifiant message, celui d'une impunité totale, insensible au profond dégoût que tout cela provoque.

On pourrait se dire qu'ils touchent le fond; mais existe-t-il pour eux un fond tant leur attitude est d'une indignité abyssale ?

Olivier Dartigolles,  
Porte-parole du PCF

## **Ukraine: l'Europe malade de l'OTAN et du bellicisme**

Après plusieurs mois d'affrontements sanglants dans l'Est de l'Ukraine, qui ont fait au moins 2600 morts, des milliers de blessés et 500.000 réfugiés, l'accord sur un cessez-le-feu entre les présidents ukrainien Petro Porochenko et russe Vladimir Poutine constitue une véritable opportunité pour mettre fin à ce conflit et redonner une chance à la paix en Europe.

En réponse, le sommet de l'OTAN de Newport, les 4 et 5 septembre, a répondu par des mesures bellicistes dignes d'un autre temps. L'Alliance atlantique sous la pression de Washington a en effet créé une force de réaction « très rapide », clairement identifiée comme le véritable « fer de lance » de l'OTAN capable de mobiliser une force de 800 hommes en 48 heures et quelques 5 à 7 000 soldats dans les 5 à 7 jours, et ce partout dans le monde. Cette nouvelle NRF s'installera dans les pays Baltes, en Roumanie et en Pologne. Donc clairement dans les pays limitrophes de la Russie et ce pour la première fois depuis la fin de l'URSS. De telles décisions sont lourdes de menaces pour la paix sur le vieux continent et seront à coup sûr considérées au Kremlin comme un véritable casus belli. Cela entraînera une nouvelle et folle course aux armements mortifère d'abord pour les peuples.

François Hollande et les dirigeants de l'Union européenne se sont alignés sur les diktats de l'Alliance atlantique au cours du sommet. Pourtant une autre politique est possible. La politique de tension contre la Russie qui entraîne des sanctions de part et d'autre du continent mine les économies et concoure à exacerber les nationalismes. C'est l'Europe de l'Atlantique à l'Oural qu'il convient de remettre en selle dans un espace de sécurité.

Le PCF souhaite donc que, dans cette voie, l'arrêt total des opérations militaires en Ukraine soit confirmé et que puissent s'ouvrir de véritables négociations prenant en compte les droits et intérêts de tous les Ukrainiens. Ceci pour relancer un processus de normalisation durable des relations entre l'UE et la Russie, par le biais d'une conférence de Paix et de sécurité Europe, permettant d'aller vers un nouveau système de sécurité collective et préventive dégagé de l'emprise de l'OTAN et qui permette de renforcer l'exigence de sa dissolution.

## **A voir ou revoir sur l'internet**

Pierre Laurent invité de des paroles et des actes 18/9/2014  
[http://www.dailymotion.com/video/x2699lt\\_pierre-laurent-invite-de-des-paroles-et-des-actes-sur-france-2\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x2699lt_pierre-laurent-invite-de-des-paroles-et-des-actes-sur-france-2_news)

Sarkozy roi des bonimenteurs - Pierre Laurent (les Échos)  
[http://www.dailymotion.com/video/x26f1rl\\_sarkozy-roi-des-bonimenteurs-pierre-laurent-les-echos\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x26f1rl_sarkozy-roi-des-bonimenteurs-pierre-laurent-les-echos_news)

Pierre Laurent L'affirmation de la paix est le plus grand des combats  
[http://www.dailymotion.com/video/x25xxy0\\_pierre-laurent-l-affirmation-de-la-paix-est-le-plus-grand-des-combats-fete-de-l-humanite-2014\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x25xxy0_pierre-laurent-l-affirmation-de-la-paix-est-le-plus-grand-des-combats-fete-de-l-humanite-2014_news) Fête de l'Humanité 2014

Fête de l'Humanité - Discours de Pierre Laurent aux personnalités  
[http://www.dailymotion.com/video/x25vsqd\\_fete-de-l-humanite-discours-de-pierre-laurent-aux-personnalites\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x25vsqd_fete-de-l-humanite-discours-de-pierre-laurent-aux-personnalites_news)

Pierre Laurent : "Bien sûr qu'il faut changer de Premier ministre"  
[http://www.dailymotion.com/video/x25rzmv\\_pierre-laurent-bien-sur-qu-il-faut-changer-de-premier-ministre\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x25rzmv_pierre-laurent-bien-sur-qu-il-faut-changer-de-premier-ministre_news) France Info 12/9

Discours de politique générale : intervention d'A. Chassaigne (PCF)  
[http://www.dailymotion.com/video/x2633w4\\_discours-de-politique-generale-intervention-d-a-chassaigne-pcf-fdg\\_webcam](http://www.dailymotion.com/video/x2633w4_discours-de-politique-generale-intervention-d-a-chassaigne-pcf-fdg_webcam) 16/9

Avenir de l'agriculture : intervention générale d'A. Chassaigne (CMP)  
[http://www.dailymotion.com/video/x262740\\_avenir-de-l-agriculture-intervention-generale-d-a-chassaigne-cmp\\_webcam](http://www.dailymotion.com/video/x262740_avenir-de-l-agriculture-intervention-generale-d-a-chassaigne-cmp_webcam)

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.  
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

## **Le Parlement européen doit refuser la nomination de Cañete !**

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a dévoilé mercredi 10 septembre sa nouvelle équipe, ainsi que la nouvelle organisation de l'exécutif européen qu'il entend mettre en place.

La responsabilité de l'action pour le climat et l'énergie a été confiée à l'Espagnol Miguel Arias Cañete. Ce dernier disposera également de l'Agence d'approvisionnement Euratom, des services compétents de l'Agence exécutive pour les PME et de l'Agence exécutive pour la compétitivité et l'innovation. Il sera également responsable des relations avec l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie.

Un choix « scandaleux et immoral »

Dès sa nomination, Miguel Arias Cañete est montré du doigt pour ses liens avec l'industrie pétrolière. Sa déclaration d'intérêts financiers, datée du 10 juin dernier et publiée sur le site du Parlement européen, atteste en effet qu'il a des parts à hauteur de 2,5 % dans deux compagnies : Petrolifera Ducar SL et Petrologis Canarias SL (ancienne filiale de Ducar) basées aux îles Canaries.

En décembre 2015 se tiendra à Paris la Conférence de Paris sur le Climat. Il est urgent de décider en Europe, de façon concertée, la réduction massive et progressive de l'utilisation des énergies fossiles productrices des émissions de gaz à effet de serre responsable du changement climatique.

La contribution de l'Europe pour l'obtention d'un accord juridiquement contraignant, lors de la conférence Paris Climat 2015, est essentielle.

Au moment donc où l'Europe doit décider dans les semaines qui viennent de ses grandes orientations en matière d'efficacité énergétique et de renouvelables, on peut craindre que le choix de monsieur Cañete au portefeuille climat énergie oriente les futurs choix de la Commission à la limitation de ses engagements.

Le PCF condamne ce choix.

Et le fait qu'il est vendu, ces derniers jours, les parts qu'il détenait dans ses sociétés pétrolières ne change pas les liens qui se sont établis entre Mr Cañete et l'industrie pétrolière. C'est pourquoi nous demandons aux parlementaires européens de refuser la nomination de M Cañete

Le PCF appelle tous les citoyens et citoyennes à se mobiliser, à se rassembler pour élaborer ensemble des initiatives d'actions afin de sortir les États et l'Europe de l'inaction climatique.

## Contre la barbarie islamiste : solidarité avec les kurdes de Syrie

L'État islamique a lancé une offensive sur Kobané (Kurdistan de Syrie). Cette ville est assiégée après l'évacuation de soixante villages et l'exode de 100 000 Kurdes vers la Turquie. L'EI dispose d'un armement considérable acquis en Irak et alimenté par la Turquie. Si Kobané tombe, un massacre de l'ampleur de celui des yézidis se dessine. En dépit de l'ouverture de quelques postes à la frontière, la Turquie multiplie les obstacles à l'arrivée des réfugiés et poursuit le blocage de l'aide humanitaire collectée par les municipalités BDP de Turquie.

Ce nouveau crime se déroule dans l'indifférence générale et pourtant l'urgence est absolue.

La France et l'UE doivent peser de toutes leurs forces pour que cesse le soutien de certains États à l'EI et notamment la Turquie, membre de l'OTAN, alliée de la France et des États-Unis. Les réfugiés doivent recevoir de l'aide humanitaire et bénéficier des protections et droits liés à leur statut. Elles doivent soutenir les forces kurdes du PYD et du PKK qui sont aux avant-postes de la défense des valeurs universelles des Droits de l'homme.

Immédiatement, le PKK doit être retiré de la liste des organisations terroristes.

Le PCF appelle à la solidarité et à la mobilisation pour soutenir le peuple kurde.

Parti Communiste Français  
Paris le 23 septembre 2014.

## Otage, non à la Barbarie !

Le rapt d'Hervé Gourdel a été revendiqué par un groupe lié à l'État islamique, dans une vidéo diffusée sur internet lundi 22 septembre dans la soirée et confirmé par le ministre des affaires étrangères. Fait prisonnier dimanche dernier en Algérie, les ravisseurs menacent de l'exécuter dans les 24 heures si la France n'arrête pas ses frappes contre l'État islamique en Irak.

Notre pensée et notre solidarité vont à Hervé Gourdel et à ses proches. Nous soutenons toutes les initiatives diplomatiques permettant sa libération.

Nous demandons aux gouvernements influents dans la Région de tout faire pour permettre de sauver la vie et l'intégrité d'Hervé Gourdel. Cet acte lâche ne laisse personne indifférent. Il nous rappelle que des centaines de milliers de personnes subissent au quotidien des sévices, des menaces dans la région.

Nous sommes résolument aux côtés des progressistes Algériens, Syriens, Irakiens, Kurdes, qui combattent au quotidien les fanatiques qui veulent imposer par la force leur vision du monde.

Ces fanatiques ne sont pas au service d'une foi ou d'une religion. Par la peur, ils cherchent à nous entraîner dans un engrenage de haines, de violences. Ils déséquilibrent tout le continent Africain en alimentant les finances de leurs dirigeants et des trafiquants d'arme sans scrupule. Ils ne visent qu'à alimenter les finances de leurs dirigeants, et des trafiquants d'armes.

C'est pourquoi, nous demandons que des actions internationales soient prises contre les États qui les soutiennent, les marchands d'armes, et les différents trafics.

Nous demandons que la cour internationale de La Haye puisse avoir les moyens d'actions d'investiguer, et de faire comparaître pour les juger les bourreaux et leurs commanditaires.

Parti Communiste Français  
Paris le 23 septembre 2014.

#FrontDeGauche



La solution est à gauche.

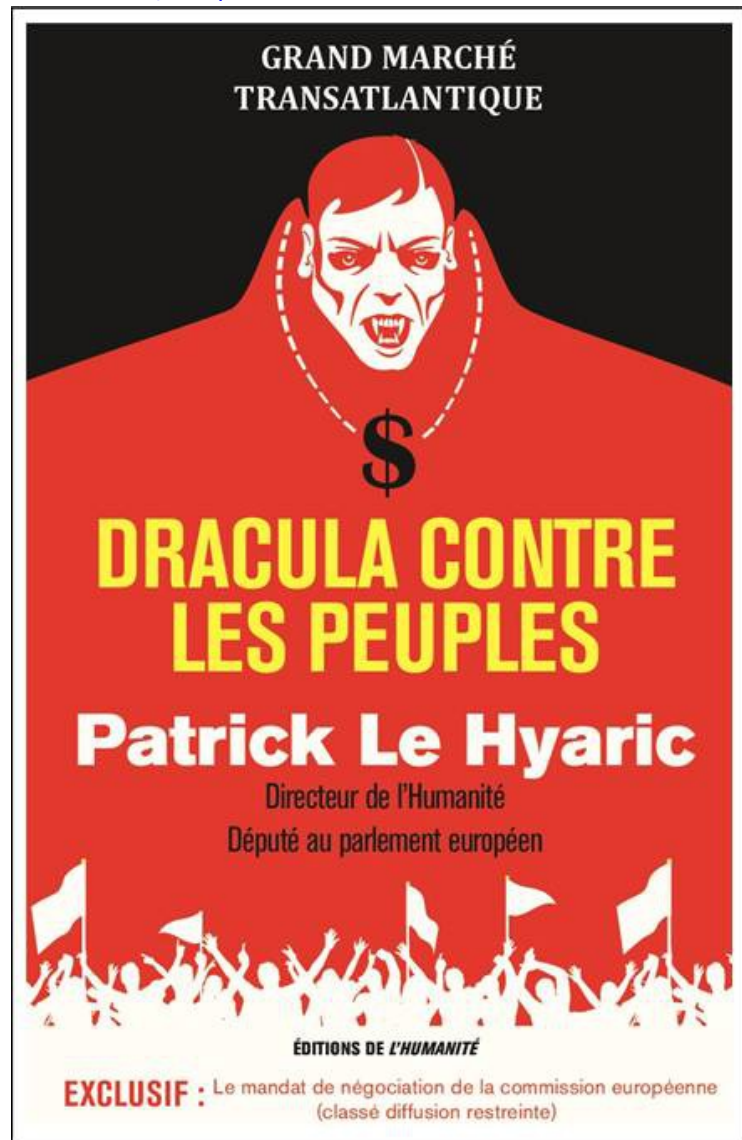
**Le Front de gauche est relancé.**  
Frondeurs et écolos n'ont pas voté la confiance. Nous étions **500 000** à la Fête de l'Humanité...

**L'alternative à gauche ça avance !**

@plaurant\_pcf @cnpf

**A lire**

Le livre de Patrick Le Hyaric «Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples» aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



**L'Humanifeste du PCF** "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

**Économie & Politique**  
Dossier coût du capital



## « Soyons les acteurs d'un sursaut national et citoyen »

S'appuyant sur le succès populaire et la vigueur des débats politiques de ce week-end réussi, Patrick Le Hyaric, le directeur de l'Humanité, appelle à relever le défi de l'espérance et d'une gauche qui retrouve ses couleurs.

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Quel plaisir de nous retrouver rassemblés ici, si nombreux. Nous avons tellement besoin de nous parler, de nous écouter, de nous retrouver.

Quelle est belle notre Fête ! Votre Fête !

Et quel contraste, quel fossé ! Quel fossé entre vos visages, vos sourires échangés, vos joies partagées, vos espérances, vos idées débattues ici dans une multitude de confrontations et de rencontres. Avec les plaisirs éprouvés comme une communion dans les spectacles et les expositions.

Quel fossé entre cette belle espérance populaire et le spectacle atterrant qui nous est offert par le paysage dévasté de la vie politique.

Cette longue coulée de boue, charriant des tombereaux de promesses non tenues, de retournements de veste, de men-songes, de mépris, d'affaires, de trafics et de corruption, jusqu'au plus haut niveau de l'état.

L'argent qui tient le haut du pavé, l'argent-roi qui corrompt, l'argent qui pollue, l'argent qui ronge notre République jusqu'à l'épuisement, pendant que dans nos quartiers, dans nos vil-lages, la France que vous connaissez, celle qui travaille, celle qui recherche un emploi, vit dans l'angoisse du lendemain et redoute que l'avenir de ses enfants soit sacrifié.

Surendettés, que devront-ils répondre aux huissiers qui vien-dront demain saisir les meubles pour un retard de loyer ?

Pourront-ils le faire, à l'image de ce petit sous-ministrier pris la main dans le sac, en invoquant « la phobie administra-tive » ?

Quelle époque !

Décidément, le poisson pourrit par la tête.

Il est urgent de réagir !

La belle France des Lumières, des révolutions et de la Commune de Paris, la France du Front populaire et du Conseil national de la résistance, a besoin de votre engagement.

Un engagement citoyen de type nouveau, avec la conviction que les réponses ne viendront pas d'en haut et qu'on ne les trouvera pas dans les livres d'histoire.

Elles viendront de vous, d'un mouvement du peuple, tel qu'il est, et tel qu'il vit avec ses souffrances, ses craintes, ses joies et ses espoirs pour lui-même, pour la France, pour l'Europe et pour le monde.

De cette Fête de l'Humanité, nous vous proposons que gran-disse le projet d'un sursaut national et citoyen pour une autre politique de justice, de démocratie et de paix.

Oui, parce qu'une autre politique est possible !

Partagée par le peuple de gauche et de l'écologie, qui redonne ses chances de réussite à un progressisme de notre temps.

Un progressisme à la française, riche de ce qu'il a de plus universel dans nos traditions de luttes, revivifié par ce que porte notre jeunesse de colères, de modernité et d'espoirs.

Au fond, ici, au cœur de cette Fête et ensemble, n'avons-nous pas modestement cette immense responsabilité de contri-buer à redonner confiance à tant de nos concitoyens qui l'ont perdue ?

Je le crois !

Nous n'avons pas le droit de les laisser dans le désarroi, dans l'impuissance politique, face à ce que beaucoup appellent « la grande trahison du peuple de gauche et du peuple tout court ».

Celle du couple Hollande-Valls.

Ne laissons pas le Premier ministre affirmer, avec son ton docte et suffisant, que le choix ne réside qu'entre sa politique droitière et le retour des vieux chevaux usés de la droite dure.

Qu'entre lui, le petit Napoléon de l'austérité, et le chaos de l'extrême-droite, il n'y aurait rien !

Non, ce n'est pas vrai !

La petite musique savamment orchestrée qu'on entend dans les télévisions et les radios n'a qu'un objectif : tenter de nous enfermer dans de terribles tenailles où nous n'aurions plus le choix qu'entre le mauvais et le pire. Le pire et ... le pire !

Non, ils peuvent sans cesse remaquiller l'extrême-droite et la revêtir d'habits plus présentables, elle reste l'extrême-droite et Mme Le Pen n'est pas l'alternative.

Cette adversaire de la liberté qui n'a pour programme que de transformer notre pays en une caserne, replié sur lui-même, fermé au monde, mené à la trique à coups de répression et d'interdictions de toutes sortes.

Elle, dont le parti broie toute vie associative, toute vie cultu-relle dans les municipalités qu'il vient de conquérir, qui refuse le droit de manifester aux travailleurs sans papiers.

Elle, l'héritière, la dauphine du roi déchu, la châtelaine milliardaire de Montretout est maintenant en embuscade avec ses amis.

Charognards de la vie politique, ils se gavent sur la décom-position du paysage politique, spéculent sur la misère, espé-rant encaisser les dividendes de la haine, des replis et des échecs gouvernementaux.

Cette adversaire de l'égalité qui refuse aux femmes le droit universel à l'avortement et les assujettit au rôle unique de mère, qui s'attaque aux fondements républicains de l'éducation nationale et derrière laquelle vient courir une partie grandis-sante des possédants.

Cette adversaire de la fraternité, championne du repli identi-taire, qui veut chasser de nos écoles les enfants d'immigrés et traquer nos compatriotes musulmans.

Cette adversaire de la laïcité, soutien indéfectible de fonda-mentalistes religieux tout en étant l'apôtre des guerres de reli-gion qu'elle tente d'instiller dans notre pays.

C'est vrai que dans l'actuel climat nauséabond, de brouillages de repères, l'extrême-droite a gagné du terrain dans la féroce guerre idéologique.

C'est grave, très grave !

Elle peut continuer à en gagner sans une prise de conscience et un sursaut républicain.

Et fraternellement, nous disons à chacune et chacun, révolté par ce qui se passe, enragé de voir notre industrie et notre agriculture perdre son sang, déçu et amer :

Ami, compatriote, ne te trompe pas de colère !

Ton ennemi ce n'est pas l'immigré, c'est le banquier !

Ton problème ce n'est pas la gauche. C'est qu'il n'y a pas as-ssez de gauche dans ce pays.

Sachez, Madame la châtelaine, qu'ici sont réunis celles et ceux qui jamais ne vous laisseront faire.

Que vous ayez, en toutes circonstances, face à vous les mili-tants infatigables de la liberté, de l'égalité et de la fraternité !

Et, non Monsieur Valls, l'alternative n'est pas non plus dans le retour d'une droite usée, jusqu'à la corde, engagée dans une pathétique guerre des chefs.

Une droite qui n'a d'autre projet que de recycler ses an-ciennes gloires, de réchauffer les plats amers de la division, les thèses empruntées à l'extrême droite, et la course à l'échalote pour toujours plus d'austérité, moins de dépenses publiques et un transfert toujours plus grand de la richesse produite vers le capital.



Cette droite qui compte surfer sur les eaux mauvaises libérées par Manuel Valls pour aller plus loin, plus vite, plus fort dans le détricotage des 35 heures, du code du travail, de notre système de retraite, pour réduire les droits des salariés et des chômeurs.

M. Valls propose le transfert de 90 milliards d'euros vers le capital ? Qu'à cela ne tienne. L'UMP, elle, en propose le double ! Toujours plus ! Toujours pire ! Comme le MEDEF !

Tel est leur programme, si peu présentable que leur Messie, dont on annonce le prochain retour, envisage de se présenter sous un autre nom, tant la marque UMP est dépréciée et dont il a peur qu'on l'appelle « l'Union de la Minorité des Privilégiés ».

Non, le choix n'est pas de ce côté-là !

Il est d'abord dans le respect des engagements pris devant le peuple en 2012.

L'alternative c'est un choix de gauche.

Un choix de gauche pour l'égalité, la solidarité, la justice sociale et fiscale, des droits nouveaux pour les citoyens et les salariés, non plus le service au capital, l'échine courbée face aux comptables de Rothschild installés à Bercy et de la Commission de Bruxelles, -qui a maintenant pour président le gardien des coffres forts du paradis fiscal du Luxembourg-, l'arrimage aux généraux de l'OTAN.

Un choix qui permette, comme l'a proposé mon ami Pierre Laurent, le secrétaire du Parti Communiste hier, ici même, un programme de redressement de la France.

Après-demain, les députés seront appelés à s'exprimer sur la confiance à ce nouveau gouvernement purgé de ses ministres récalcitrants.

Nous appelons solennellement les députés socialistes et écologistes à faire comme ceux du Front de gauche en refusant la confiance au Premier ministre, comme des millions de femmes et d'hommes dans ce pays la lui refusent.

On ne voit d'ailleurs pas comment l'Assemblée nationale peut vous donner la confiance, M. Valls, puisque vous la bafouez en rayant d'un trait de plume ses décisions les plus positives.

Vous avez convoqué des caméras pour annoncer avec mépris que vous démolissiez la loi sur le blocage des loyers.

C'est par SMS que les retraités, qui ont tant de mal à vivre, ont appris qu'ils n'auraient même pas la toute petite revalorisation des petites retraites, pourtant votée.

Qui êtes-vous donc pour mépriser tant le Parlement et votre propre majorité que vous voulez mettre au pas !

Si vous n'avez pas la confiance, ce ne sera pas la fin du monde !

Il sera tout simplement temps que vous partiez, M. Valls !

Beaucoup, ici, diraient « que vous dégagez » !

En emportant dans vos valises votre politique d'austérité, de chômage et de précarité !

Et ce ne sera pas le chaos.

La confiance refusée au locataire actuel de Matignon, il restera tout simplement à celui de l'Élysée à désigner un nouveau premier ministre, un nouveau gouvernement pour une autre politique.

Bref, il reviendra à François Hollande de tenir compte du refus de l'Assemblée Nationale comme le prévoit la Constitution.

En vérité, il lui reviendra de faire ce qu'il a refusé au lendemain des sanctions des élections municipales et européennes.

Évoquer une dissolution n'a donc pas de sens.

A moins que le chef de l'état choisisse de laisser les clés du camion à la droite.

Dès lors, parlementaires de toute la gauche, il en porterait seul la responsabilité.

Au fond de vous-mêmes, vous ne pouvez le croire.

Cher(e)s ami(e)s,

Le Village du monde, les différentes allées de la fête ont vibré à l'unisson des espérances populaires qui, à travers le monde, tentent de frayer le chemin de la concorde, de la coopération, de l'amitié, de la fraternité et de la paix.

La fête a vibré pour la solidarité internationale.

Elle a vibré pour la Palestine.

Pour Gaza où la folie meurtrière de l'État israélien a semé la désolation, la mort.

Que les forces de paix, de Gaza à Ramallah, de Tel-Aviv à Jérusalem, sachent que nous ne cesserons d'agir pour que la France porte au sein des Nations Unies l'exigence d'un État palestinien viable dans des frontières sûres et reconnues, aux cotés de celui d'Israël, la fin du blocus inhumain de Gaza, la fin de la colonisation et la libération de tous les prisonniers politiques, à commencer par celui qui devient le nouveau Mandela aux yeux du monde, le député Marwan Barghouti.

Chers amis,

Depuis quelques temps de violentes nuées annonciatrices d'orage s'étalent sur notre monde.

De quelque côté que l'on se tourne jaillissent tensions et fracas, haines et drames humains, famines et terribles maladies, massacres et guerres de toutes sortes, religieuses ou inter-ethniques, populations déplacées de force, massacres de minorités, sanglantes et mortifères migrations.

Qui ne pressent parmi vous que l'humanité est prise dans une course de vitesse avec les logiques de guerre qui partout s'installent ?

Qui ne pressent l'urgence de dégager partout des perspectives de paix en lieu et place des postures guerrières qui dictent les choix des gouvernants ?

La troisième guerre d'Irak qui s'annonce vient douloureusement confirmer qu'aucune leçon n'a été tirée des erreurs, des fautes du passé.

Bien sûr qu'il faut arrêter, la lèpre terroriste, la folie meurtrière de djihadistes qui rêvent de disposer d'un État pour ensuite disséminer partout leurs métastases.

Arrêter la folie meurtrière de fondamentalistes les plus rétrogrades, inventée hier par l'impérialisme pour combattre les forces syndicales et progressistes et qu'aujourd'hui, tels des monstres échappent à tout contrôle au plus grand malheur des populations.

Leur barbarie n'a pas de limite.

Ne viennent-ils pas, après l'avoir décapité, de mettre en scène l'odieux assassinat de David Haines, travailleur humanitaire britannique qui consacrait sa vie à soulager les souffrances des populations les plus maltraitées.

Personne ne peut accepter que 153 personnes comme lui, ces porteurs de solidarité et d'humanité sont devenus une cible pour tous ces fanatiques.

Bien sûr qu'il faut briser les reins à ces égorgés.

Encore convient-il d'en préciser les conditions, les limites et de préparer les suites, en ayant à l'esprit que la finalité ne saurait être militaire et que seule des solutions politiques, économiques, sociales, coopératives permettront de résoudre les problèmes.

C'est de cela que notre Parlement devrait être saisi au lieu, une fois de plus, d'être mis devant le fait accompli.

C'est à cela que la nécessaire, l'indispensable Organisation des Nations-Unies devrait travailler.

Nous avons, à cet instant, une pensée particulière pour nos frères et pour nos sœurs kurdes qui combattent en première ligne contre la cruauté sauvage de l'État islamique, en Irak comme en Syrie.

Nous ne supportons pas que les fauteurs de guerres de l'OTAN, imposent jusque sur le continent européen, en Ukraine, et avec la complicité des instances européennes, des tensions nouvelles au bénéfice des intérêts géostratégiques nord-américains.

Nous combattons tous les impérialismes, d'où qu'ils viennent, qu'ils soient nouveaux ou plus anciens, à l'Ouest comme à l'Est.

La France souveraine n'a rien à faire dans la structure militaire de l'OTAN.

Exigeons le retour de notre indépendance diplomatique au service du règlement politique et pacifique des conflits, au service du droit international, d'un nouvel équilibre mondial et d'un monde débarrassé de ses arsenaux nucléaires.

Non ! La paix n'a pas vocation à être un intervalle entre deux guerres.

Elle est bel et bien le cœur de notre combat politique, de notre visée commune pour un monde fraternel et pour que se réalise enfin l'Humanité.

Ne laissons pas le monde vaciller sous nos pieds.

Le capitalisme, qui a désormais étendu ses griffes sur toute la planète, broyeur d'hommes, est aussi broyeur des ressources naturelles et de tous les biens communs qu'il accapare, marchandise et saccage.

Il creuse une dette terrible pour l'avenir. La dette écologique.

Face au réchauffement climatique commencé, face à la mort programmée des écosystèmes sacrifiés à l'autel de la rentabilité, aux migrations massives liées aux pénuries d'eau et aux guerres pour le contrôle des ressources naturelles.

Il y a urgence.

Urgence à mettre en place un nouveau mode de développement, respectueux des populations et de tout ce qui constitue l'environnement des individus.

L'humanité pour laquelle nous nous battons ne saurait survivre à la violence du capitalisme.

Notre choix de l'humain d'abord nous dicte d'inscrire la cause environnementale et écologique parmi les fondations d'une société nouvelle, d'un monde nouveau de coopération et de partage.

Partage des avoirs, partage des savoirs et partage des pouvoirs !

Une société de mise en commun des ressources naturelles, de partage des biens communs, l'eau, l'énergie, les transports, le logement, la santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, l'alimentation, les communications, le crédit.

Tant de choses avec lesquelles nos concitoyens sont d'accord et que nous appelons nous : le commun, le communisme !

La Conférence sur le climat qui aura lieu l'année prochaine à Paris nous invite à favoriser l'émergence d'un vaste mouvement citoyen pour qu'enfin, une prise de conscience populaire contraigne les gouvernements à agir.

Cher(e)s ami(e)s,

Ces défis immenses ne pourront être relevés que par un vaste mouvement démocratique propre à régénérer une gauche malade de ses renoncements, de ses promesses non tenues et du divorce qu'elle entretient avec les classes populaires.

Une gauche malade de ses prophètes habillés en croquemort, d'un Président de la République sourd aux colères populaires et d'un Premier ministre autoritaire et minoritaire qui s'accroche à nos institutions monarchiques.

Une gauche malade qui vient d'organiser la liquidation après-vente du discours du Bourget, de la guerre à la finance et de la révolution fiscale qui nous étaient pourtant promises.

Une gauche qui ne saurait être laissée aux mains de l'usurpateur, Monsieur Valls.

N'usurpe-t-il pas le beau mot de « Gauche » au point qu'avec lui, droite et gauche se confondent ?

La gauche c'est une diversité d'opinions, animées des mêmes valeurs, partageant le même idéal d'égalité, de solidarité, de justice.

La gauche c'est l'union et le rassemblement du monde du travail et de la création, pas le renforcement de la dictature de la finance.

Ce sont les services publics, le code du travail, la sécurité sociale, l'encadrement des loyers, une grande réforme de justice fiscale et le combat contre les paradis fiscaux, le pouvoir d'achat du monde du travail et des retraités et non les dividendes pour une poignée de possédants.

La gauche c'est la guerre au chômage et non la chasse aux chômeurs.

La gauche c'est le contrôle de l'argent et des banques et non le flicage – puisqu'il faut bien nommer les choses par leur nom – de celles et ceux qui n'en peuvent plus d'être laissés sur le bord du chemin.

16 millions d'entre nous qui terminent le mois à dix euros près. Pendant que la France est le seul pays au monde où les dividendes des actionnaires ont augmenté de plus d'un tiers.

La gauche ce n'est pas de laisser 30% -le tiers de la valeur ajoutée des entreprises- soit 300 milliards d'euros s'évaporer chaque année au détriment de la production, du financement solidaire des retraites, de la sécurité sociale et du bien commun.

La gauche ce n'est pas s'attaquer au droit du travail. C'est garantir une formation, un travail, une activité pour chacune et chacun tout au long de sa vie.

Oui une sécurité sociale professionnelle.

La gauche ce sont des initiatives nouvelles pour que l'égalité entre les hommes et les femmes devienne enfin une réalité.

La gauche ce n'est pas l'obligation de travailler le dimanche. Mais pour six millions de chômeurs le droit de pouvoir travailler en semaine.

La gauche ce n'est pas d'obliger les grands-parents et les parents à travailler jusqu'à 67, 70 ans quand leurs enfants et leurs petits-enfants sont au chômage.



Au contraire ! La gauche c'est considérer que l'augmentation de la productivité du travail, les nouvelles technologies, les profits, doivent permettre de diminuer le temps de travail, de porter à nouveau la retraite à 60 ans.

C'est concevoir le temps libre comme une aide aux autres, une aide aux engagements associatifs, sportifs, culturels et familiaux.

Et il faut cesser de nous raconter des histoires et de tenter de nous placer dans ce piège des provocations du Premier ministre qui est allé se prosterner devant les représentants du veau d'or du capital à l'université du Medef.

Oui, nous, nous aimons l'entreprise mais pour ce qu'elle est : un collectif humain dans lequel les ouvriers, les cadres, les ingénieurs jouent un rôle primordial.

Un collectif humain sur lequel, il est profondément injuste que les propriétaires, les dirigeants, les actionnaires aient un droit de vie et de mort.

Nous aimons tellement l'entreprise que nous considérons qu'il faut cesser de les fermer.

Nous l'aimons tellement l'entreprise que pour son efficacité, nous voudrions que les travailleurs puissent contribuer au choix de ses orientations, de sa gestion, de la répartition des profits.

Nous aimons tellement l'entreprise que nous considérons que certaines d'entre elles, notamment certains secteurs stratégiques, les grandes banques, doivent être la propriété de toutes et tous, au service de l'intérêt général et non plus d'une poignée de spéculateurs.

Nous aimons tellement l'entreprise que nous souhaitons que les richesses qui s'y créent soient réparties autrement : moins pour les dividendes qui ont décuplé ces dernières années et plus pour les salaires !

Oui, il faut une grande loi donnant des pouvoirs nouveaux d'intervention aux salariés dans leurs entreprises.

D'ailleurs, si les travailleurs avaient voix au chapitre, croyez-vous qu'on jetterait 40 milliards par les fenêtres dans un prétendu pacte de compétitivité ? Sans obligation de création d'emplois ?

Si les salariés de BNP Paribas avaient leur mot à dire, croyez-vous qu'on ne discuterait pas autrement du fait que cette banque possède autant d'argent que toutes les richesses produites chaque année dans notre pays ?

Croyez-vous qu'on continuerait à appliquer cette dictature austéritaire en Europe alors que les grosses banques européennes disposent de près de trois fois toutes les richesses que nous produisons dans l'Union européenne ?

Bien sûr que non !

On répartirait autrement les richesses.

On augmenterait les salaires et on investirait dans la transition écologique. Cela créerait des millions d'emplois.

Voilà pourquoi la gauche c'est aussi le projet de donner de l'air à la société, de réinventer et de revivifier la démocratie.

Voilà pourquoi nous nous engageons dans le combat pour une sixième république où les citoyens dans la cité et les salariés dans leurs entreprises disposent de droits et de pouvoirs nouveaux.

Où on en termine avec cette monarchie présidentielle, où on puisse choisir nos élus à la proportionnelle, où le rôle du Parlement serait premier.

La gauche c'est la démocratie communale et non l'actuel charcutage de nos régions et de nos communes.

La gauche c'est l'accès à la culture pour toutes et tous. Et non pas la casse sur injonction du Medef du statut des intermittents.

La gauche c'est le combat acharné contre l'extrême-droite et pas son utilisation comme garde chiourme du système pour que rien ne change.

La gauche c'est le droit de vote de tous les résidents étrangers et non la chasse aux Roms.

La gauche c'est une action tenace appelant à une grande mobilisation populaire pour que la France soit active pour une refondation de l'Europe.

Une Europe des peuples et non plus l'Europe des puissants, des marchands et de l'argent, et des actes forts pour un nouvel ordre mondial plus juste, plus solidaire et pour la paix.

Ce sont ces valeurs que vous avez porté tout au long de cette fête. Continuons !

Gardez-la, cette parole !

Gardez-la !

Ne vous la faites pas confisquer par le prêt à penser médiatique et la liturgie libérale, par les censeurs et les démagogues.

Gardez la parole pour ne pas laisser ce beau mot de « gauche », galvaudé, abîmé, sacrifié. Ce beau mot qui porte en lui toute la puissance de l'espérance.

Gardons la parole. Réunissons-nous. Débattons. Préparons dès demain des actions, des initiatives de rassemblement.

Inventons ! Inventons ensemble !

Soyons les acteurs d'un sursaut national et citoyen. Les artisans déterminés d'un nouveau cap pour la France.

Ne laissons pas les guerres s'affirmer comme des fatalités.

Chers amis,

Notre Fête est belle. Elle est en tout point réussie. Elle est déjà utile.

- Utile à redonner des raisons d'espérer quand la dureté de la vie, l'absence de perspectives et le rejet de l'autre peuvent conduire à des replis mortifères.

- Utile parce qu'ici la gauche reprend espoir

- Utile pour reprendre confiance en soi et dans notre pays.

Cette France que nous croyons capable d'innover et d'apporter au Monde sa part d'universalité comme elle le fit tout au long de l'histoire.

Cette France que nous aimons quand elle s'ouvre aux autres, porteuse de paix, de tolérance, de solidarité et de coopérations.

Rien n'est fait. Mais tout est possible, si nos concitoyens en décident ainsi.

Ensemble, contribuons à ce qu'ils en fassent le choix.

Donnons foi, à cette belle espérance des utopistes et des révolutionnaires, que les lendemains qui chantent débutent toujours par des jours ensoleillés.



# LA PAIX

## LE PLUS GRAND DES COMBATS

« Aujourd'hui, l'affirmation de la paix est le plus grand des combats ». Nous sommes des millions à être inquiets et révoltés. Inquiets de voir la guerre et les humiliations se répandre ; inquiets de voir la barbarie progresser ; et révoltés de voir les dirigeants des premières puissances mondiales, parler depuis 20 ans de « lutte contre le terrorisme » et employer toujours les mêmes méthodes, à commencer par les interventions militaires



**21 SEPTEMBRE**

**JOURNEE MONDIALE  
POUR LA PAIX**



## Proche-Orient

La région doit sortir de l'impasse dans laquelle elle est précipitée : une véritable conférence internationale sous égide des Nations unies doit être organisée avec les représentants de tous les

### Irak

La seule issue est d'engager, sous l'égide de l'ONU, la construction d'un projet politique pour contrer tous ces groupes djihadistes violents, véritables ennemis du droit humain.

Il s'agit de mettre en œuvre une nouvelle politique qui assèche le terrain sur lequel ils sont nés et ont prospéré :

- en démantelant les réseaux régionaux et internationaux de soutien en argent, hommes et armes, y compris de la part d'États alliés des États-Unis aujourd'hui engagés dans sa coalition militaire,

### Syrie

La guerre et son cortège de victimes et de destructions n'ont que trop duré. Les experts internationaux l'ont confirmé : il ne peut y avoir de vainqueur dans ce conflit, il n'y a pas d'issue militaire. Cette guerre sans espoir a fait 191 000 morts et 9 millions de déplacés et d'exilés et nourrit le terrorisme.

La menace que représente l'Etat islamique en Irak devrait précisément conduire à créer les conditions d'un cessez-le-feu en Syrie et de

### Palestine

Le peuple palestinien et ses représentants demandent le respect du droit international, la reconnaissance au côté d'Israël de l'État palestinien dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, le droit au retour des réfugiés sur la base de la résolution 194 de l'ONU.

Des villages palestiniens ont choisi la lutte populaire et non-armée, ils sont approuvés par l'ensemble des partis politiques palestiniens et soutenus par des militants anticolonialistes israéliens. Soutenons la campagne non-violente BDS international [Boycott Désinvestissement Sanctions], campagne internationale initiée en

États de la région et parmi ses priorités aboutir enfin à la dénucléarisation effective du Proche-Orient.

- en garantissant la mise en œuvre de politiques de développement en faveur des populations maintenues dans la pauvreté alors que le pays est si riche,

- en aidant à la construction d'un État, civil et démocratique, et en refusant le système politique fondée sur les appartenances confessionnelles et ethniques, dans un Irak uni, souverain et durable.

C'est au peuple irakien de décider démocratiquement de son avenir sans ingérence de puissances étrangères.

négociations politiques. Tout devrait être mis en œuvre sur le plan politique et diplomatique par la France pour appuyer l'action du nouvel émissaire de l'ONU et faire pression sur les belligérants – et leurs alliés respectifs – pour parvenir à un accord entre le gouvernement syrien et une opposition rassemblée dans toutes ses composantes ; accord incluant les réformes sociales, économiques et démocratiques exigées à l'origine par la contestation populaire de mars 2011

2005 par 172 organisations palestiniennes. Exigeons des entreprises françaises de ne pas collaborer avec les entreprises israéliennes implantées illégalement dans les colonies.

La politique brutale et irresponsable de son gouvernement est un obstacle à la paix, son armée a commis des actes de guerre. Israël doit être sanctionné et l'UE doit immédiatement suspendre son accord d'association tant que ce pays, qui colonise et occupe le peuple palestinien, agira en violation des Droits de l'homme.

Convergence de toutes les actions de solidarité : le 18 octobre à Paris

# R A N D D E S C O M B A T S

## Solidarité avec les Kurdes

Les populations kurdes ont un besoin urgent d'aide humanitaire en Irak, à Rojava (Syrie) et en Turquie.

Face à la barbarie de l'EI, il convient de faire cesser l'aide militaire, financière, technologique et logistique dont les terroristes bénéficient de la part du Qatar, pourtant allié de l'OTAN, et de la Turquie qui en est membre.

L'urgence est de sortir le

## Europe

Le sommet de l'OTAN de Newport, les 4 et 5 septembre sous la pression de Washington a créé une force de réaction « très rapide », identifiée comme son véritable « fer de lance » capable de mobiliser une force de 800 hommes en 48 heures et quelque 5 à 7 000 soldats dans les 5 à 7 jours, et ce partout dans le monde.

Cette nouvelle NRF s'installera dans les pays Baltes, en Roumanie et en Pologne, pays limitrophes de la Russie. Ces décisions sont lourdes de menaces pour la paix. Cela entraînera

## Ukraine

L'Accord d'association UE-Ukraine a été adopté par le Parlement européen dans une procédure d'urgence mais n'a pas été soumis au débat et au vote du peuple ukrainien. De conception ultralibérale, il cause de profondes fractures dans le pays. Il fait partie d'un plan plus vaste des États-Unis, de l'UE et de l'Otan pour faire de l'Ukraine l'objet d'une confrontation géostratégique avec la Russie.

Cette politique de tension entraîne des sanctions de part et d'autre du continent, mine les économies et concoure à exacerber les nationalismes. Une autre politique est possible :

PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des États-Unis car cette formation est en première ligne pour défendre les minorités ethniques ou confessionnelles ainsi que les valeurs universalistes des droits de l'Homme.

Enfin l'autonomie des régions kurdes doit être consolidée, elle constitue un socle pour

l'établissement d'une paix durable.



une nouvelle et folle course aux armements.

Alliance d'un autre âge, l'OTAN doit être dissoute pour laisser la place à des cadres de coopération et de sécurité commune sans exclusive, notamment avec la Russie.

La France et les pays Union européenne doivent se libérer du

carcan de l'OTAN en sortant de cette alliance pour pouvoir définir en toute indépendance et souveraineté leur politique étrangère, et la politique de défense commune de l'UE.

c'est l'Europe de l'Atlantique à l'Oural dans un espace de sécurité commune.

La priorité doit être mise sur l'arrêt total des opérations militaires en Ukraine et l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les droits et intérêts de tous les Ukrainiens.

Il faut aussi relancer un processus de normalisation durable des relations entre l'UE et la Russie, par le biais d'une conférence de paix et de sécurité en Europe, permettant d'aller vers un nouveau système de sécurité collective et préventive.

## LA PAIX LE PLUS GRAND DES COMBATS - suite -

Ceux qui s'entendent si bien pour régler l'ordre du monde à la place de tous, encouragent le commerce des armes, le contrôle des ressources pétrolières ou gazières et des richesses de continents entiers – comme celles de l'Afrique dont les pays, à cause des politiques d'ajustement structurel, ne peuvent pas endiguer l'épidémie d'Ebola, et avec lesquels notre solidarité devrait se manifester plus que jamais.

Et, pour contenir la menace terroriste, nous devrions aussi intervenir militairement. Mais d'où sortent ces forces obscures comme l'État islamique qui décime un peuple entier ?

N'ont-ils rien retenu, ces dirigeants, des interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye ? Lequel reconnaîtra qu'ils ont joué délibérément avec le feu en en faisant des alliés de circonstance au lieu de soutenir les forces progressistes et démocratiques qui ont besoin de notre solidarité, en laissant des puissances régionales leur fournir des armes et des hommes, en contribuant à faire tomber en déliquescence des États entiers, en promouvant le confessionnalisme et le communautarisme tout en ponctionnant les richesses de ces pays.

Et maintenant ils suggèrent de recommencer ! Mais leur responsabilité est d'inventer des solutions politiques nouvelles.

Ce monde est dangereux car il est profondément inégalitaire, et que les fanatiques se nourrissent d'abord de l'injustice, des inégalités et de leur cortège d'humiliations. Ils profitent du vide laissé par des États défailants, corrompus, et des blessures de sociétés divisées.

Ce monde est dangereux car il n'est pas

démocratique. Nos peuples ont besoin d'égalité devant le droit international comme dans le droit au développement, le partage des ressources et des richesses, et la démocratie. Nous avons l'impérieux besoin d'une ONU refondée, démocratisée, avec un Conseil de sécurité élargi et ses principes fondateurs, son rôle et ses instances, notamment l'Assemblée générale, réaffirmés.

La Guerre froide est terminée, l'OTAN ne devrait même plus exister. Cette organisation politique et militaire est un anachronisme qui n'a aucune légitimité au regard du droit international, et de la Charte des Nations-unies.

La France n'a rien à faire, rien à gagner dans cette alliance qui la prive de son indépendance politique et diplomatique, et qui l'entraîne sur tous les sentiers de la guerre.

Il n'est pas de réponse simple mais des choix possibles : soit la concurrence, l'injustice et la domination, soit l'égalité, la coopération et la solidarité.

En juin dernier, c'est ce qu'ont exprimé les 133 pays du Sommet du G77+Chine en s'engageant ensemble pour un « nouvel ordre mondial du bien vivre » impliquant un autre ordre économique international basé sur des échanges justes, un système monétaire international libéré de la domination du dollar, la nécessité d'un partage des savoirs.

Les enjeux du développement, ceux des biens communs universels, de l'éducation, de la santé, de la souveraineté et sécurité alimentaires, du droit à l'énergie sont, avec le désarmement, à la fois le chemin de la paix et son fruit.

**Le 21 septembre, journée mondiale de la paix, redisons avec Jaurès :**

**« La grande paix humaine est possible ! »**

**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

## Conseil national du 19 septembre 2014 - Relevé de décisions

Le Conseil national du PCF, réuni en session le 19 septembre 2014, a discuté de la situation politique et des perspectives d'action pour notre parti.

Il a mesuré la gravité de la crise économique, politique et institutionnelle dans laquelle l'orientation du gouvernement Valls II, confirmée par le discours de politique générale du 16 septembre et par la conférence de presse du chef de l'État du 18 septembre, enfonce notre pays.

Il a mesuré aussi, après le succès de la Fête de l'Humanité, et les prises de position et initiatives de notre parti depuis le mois d'août, les possibilités nouvelles pour construire une alternative de gauche pour notre pays.

Il invite en conséquence les communistes à déployer notre démarche politique en s'adressant largement aux citoyen-ne-s et salarié-e-s de ce pays, en intensifiant, dans les territoires et les entreprises, les ripostes à la politique menée, les constructions de larges rassemblements, les débats sur l'alternative à l'austérité.

Il invite également à s'investir pleinement dans la relance du Front de gauche, nationalement et localement, avec les assemblées citoyennes et les fronts thématiques.

### Pour y contribuer il a retenu les orientations suivantes :

1 Construire un programme de large rassemblement à gauche, de redressement national du pays, autour de 3 piliers :

- plan de lutte immédiate contre le coût du capital, contre les gâchis de la finance et pour des dépenses massives de relance sociale avec une autre utilisation de l'argent des entreprises, des banques, de l'État et des collectivités territoriales ;
- refondation de la démocratie vers une VI<sup>e</sup> République ;
- retour à une parole non alignée et indépendante de la France pour changer l'Europe et l'ordre du monde.

2 Mettre en débat des mesures d'urgence et de mobilisation par l'action permettant d'approfondir notre contribution à une politique de gauche :

- sur les choix budgétaires avec des états généraux de la justice fiscale et sociale à l'automne ;
- pour la Sécurité sociale en contribuant au succès du rendez-vous du 16 octobre ;
- sur la réforme des collectivités territoriales ;
- sur l'encadrement des loyers, le travail du dimanche et toute question venant dans le débat public ;

3 Pour y parvenir, le Conseil national appelle à :

- faire signer les cartes pétitions qui ont connu un grand succès à la Fête de l'Humanité ;
- engager la construction d'un millier de rencontres tournées vers l'action pour l'alternative à l'austérité dans tout le pays ;
- déployer des actes de solidarité concrète avec les citoyen-ne-s ;
- prendre des initiatives locales pour préparer la convention sur l'industrie des 22 et 23 novembre prochains ;
- organiser le Tour de France du secrétaire national pour faire entendre, de décembre 2014 à juin 2015, nos idées pour l'avenir de la France et la démarche des communistes pour une politique de gauche ;
- s'engager dans la préparation des élections départementales de mars prochain et régionales de décembre 2015 avec pour ambition des rassemblements de gauche très larges faisant gagner des politiques progressistes ;
- participer aux initiatives pour la paix dont celles du mois d'octobre pour une paix juste et durable au Proche-orient.

Le PCF tiendra dans les mois prochains une réunion du Conseil national sur les questions internationales ainsi qu'une séance sur le combat contre l'extrême droite.



#immigration

La France n'accueille pas la misère du monde.

**Au contraire, les personnes immigrées ont un solde positif de + de 12 milliards pour les finances publiques !**

**Rétablissons la vérité !**

@plarent\_pcf @cnpcf

**La conférence nationale des 8 et 9 novembre, dans cet effort politique important, prend une dimension particulière.**

Son objectif : comment mieux travailler à l'émergence d'une véritable alternative de société, de politique et de gouvernement et à la démarche de rassemblement nécessaire.

Pour sa préparation, le Conseil national a arrêté les dispositions suivantes :

1 Ordre du jour : point d'étape sur nos initiatives en cours dans une situation politique à analyser et apprécier à chaque étape, notre démarche de rassemblement pour une politique, une majorité et un gouvernement de gauche, la relance du Front de gauche, le déploiement de nos campagnes d'action, le travail sur notre projet, la préparation des échéances électorales de 2015.

2 Le dimanche matin, la mise en place de 10 ateliers pour le projet, dont le Conseil national a arrêté la dénomination, permettant d'élargir l'implication des communistes au travail de projet.

3 La conférence nationale sera conclue par une allocution publique du secrétaire national.

4 Il a arrêté, conformément à nos statuts, les participants à cette conférence : les membres du Conseil national, les parlementaires nationaux et européens, les délégations des fédérations, élu-e-s par les conseils départementaux, dont le nombre est établi pour chacune en fonction du nombre d'adhérents. Le Conseil national a retenu la répartition suivante : 4 délégué-e-s de droit par département plus 1 par tranche de 400 adhérent-e-s. Ces délégué-e-s participeront aux débats et aux votes éventuels du samedi.

5 Il propose aux fédérations d'inviter pour les ateliers du dimanche matin, en plus de leur délégation statutaire respective, le maximum de camarades intéressé-e-s par le projet ou par tel ou tel atelier.



#entreprise

Nous, au **Front de gauche**, nous aimons tellement **l'entreprise** que nous voulons que les **travailleurs** puissent contribuer à sa gestion et choisir la **répartition de profits**.

**Vite, des droits nouveaux pour les salariés dans l'entreprise !**

@plarent\_pcf @cnpcf

**Il invite partout à créer les conditions d'une préparation de la conférence qui permette la participation du maximum de communistes.**



#LaGauche

**La gauche, ce n'est pas laisser s'évaporer 300 milliards d'euros c'est répondre aux besoins, financer les retraites et la sécurité sociale.**

**La gauche, vraiment !**

@plarent\_pcf @cnpcf



« Ce serait un crime de vouloir montrer les beaux côtés de la guerre, même s'il y en avait ! »

le 19 septembre 2014  
International

C'est avec colère que nous avons appris hier lors de la conférence de presse du président, sa décision de lancer des opérations aériennes sur l'Irak.

La France va donc « accorder son soutien aux autorités irakiennes pour des frappes aériennes contre les djihadistes de l'organisation de l'État islamique. »

Cette décision est inconcevable sur plusieurs aspects.

Premièrement, le président de la République s'octroie une nouvelle fois les pleins pouvoirs en ne consultant pas le Parlement avant de prendre cette décision et de faire ces annonces. Le message est clair, quelques jours après les menaces de gouvernement par ordonnance, l'avis des parlementaires lui importe peu et l'heure ne semble plus être à la démocratie, si minimale soit-elle.

Ensuite, **comment justifier de telles opérations lorsque l'on sait que c'est la guerre, elle-même, qui a conduit ce pays dans la situation qu'il est en train de vivre aujourd'hui?** Il semblerait que le costume de pompier qu'il tente d'enfiler ne puisse se dissocier de celui de pyromane qu'il occupe de plus en plus en accentuant l'alignement des positions internationales de la France sur celui de l'Otan et des États-Unis.

**C'est une véritable insulte envers les millions de personnes qui avaient refusé cette guerre en 2003 et qui continuent aujourd'hui de se battre pour la paix.**

Encore une fois, la France et plus largement les pays occidentaux se posent en sauveur face aux monstres qu'ils ont eux-mêmes créés... Ces monstres armés en Syrie avec l'aide de pays du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar) et de la Turquie qui ont échappé à leurs financiers. D'ailleurs, les bombardements aériens ne visent-ils pas à apporter un soutien logistique à ces « rebelles syriens » ? Encore une fois, les buts officiels cachent mal des volontés de renforcer les positions de grandes puissances.

Non Monsieur Hollande rajouter de la Guerre à la guerre n'est pas une solution ! Non Monsieur Hollande la situation que vit l'Irak aujourd'hui n'est pas déliée du rôle que les grandes puissances y jouent depuis des décennies ! Non Monsieur Hollande, vous ne pouvez dénoncer les violations de droits humains dans la région en éludant la colonisation israélienne, criminelle et dévastatrice !

Ce n'est pas avec une mascarade de conférence internationale en début de semaine qu'on peut justifier une intervention armée.

En cette période, la France devrait avoir un autre rôle que celui d'une puissance impérialiste accreditant la thèse du choc des civilisations et rajoutant de la Guerre à la Guerre, des massacres aux massacres, de la violence à la violence, du sang au sang.

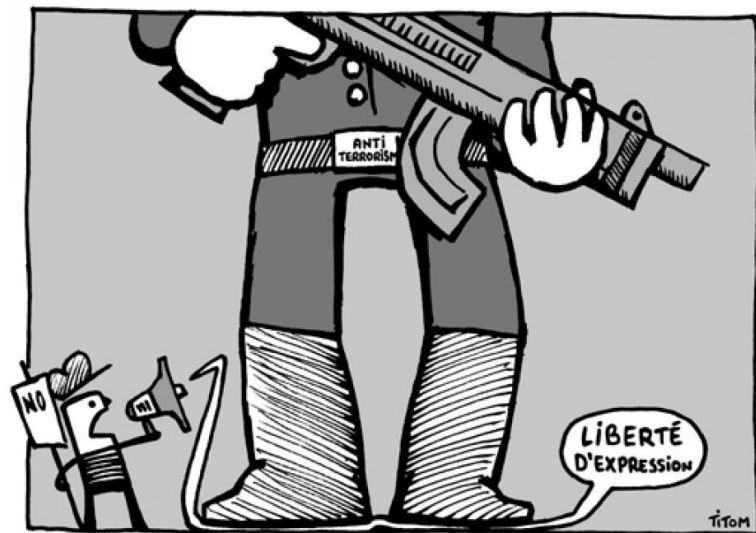
Ce sont des millions de vies qui sont brisées, l'avenir d'une génération entière volé.

**Les solutions militaires sont mortifères. Seule une solution politique avec l'ensemble des forces démocratiques de la région, passant par le retrait des armées des grandes puissances, peut résoudre la grave crise au Moyen-Orient.**

Alors en cette période qu'il est difficile pour vous d'ignorer, de rentrée littéraire, nous vous invitons Monsieur le président à vous replonger dans les écrits d'Henri Barbusse qui déclarait avec justesse : « ce serait un crime de vouloir montrer les beaux côtés de la guerre, même s'il y en avait ! »

Loi antiterroriste : du sarkozysme pur jus !

le 18 septembre 2014



LUTTE ANTI-TERRORISME OU ATTEINTES À NOS LIBERTÉS ?

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi antiterroriste proposé par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Parmi les dispositions nouvelles, celles d'entreprise individuelle de terrorisme, l'interdiction administrative de sortie du territoire et le blocage des sites internet faisant l'apologie du terrorisme.

**Derrière la lutte antiterroriste, ce sont des nouvelles attaques aux droits fondamentaux. En effet, ces procédures d'interdiction outrepassent la justice et élargissent l'intervention de la police sans aucun contrôle judiciaire.** Sur quelles bases les suspects seront poursuivis pour entreprise individuelle de terrorisme ? Il est à craindre que les suspects soient identifiés en fonction de leur origine. Il n'est d'ailleurs pas anodin que cette loi soit votée dans un contexte d'islamophobie grandissant, alimenté par les pouvoirs publics. Surtout, on peut punir une intention et non plus un acte.

Pourquoi sera-t-il impossible à l'avocat des prévenus de consulter les pièces du dossier accablant son client? Quid de binationaux qui font la guerre dans d'autres terrains, notamment les franco-israéliens nullement inquiétés pour l'instant ?

Enfin, comment établir du caractère terroriste d'un site ? N'est-ce pas la porte ouverte à d'autres interdictions arbitraires au nom de la lutte antiterroriste ? Quid des sites d'extrême-droite et d'autres médias qui déversent leur haine à longueur de temps sans jamais être inquiétés ?

Derrière un problème réel qui est celui de jeunes fanatisés qui vont s'engager dans des guerres, on répond par un nouveau tour de vis sécuritaire. Sur la méthode, on se croirait revenu aux heures du sarkozysme : loi créée sous le coup de l'émotion, discours sur l'ennemi de l'intérieur. Manuel Valls faisait allusion il y a deux jours au possible retour de Nicolas Sarkozy : son gouvernement lui fait en tout cas un joli appel du pied en faisant voter une loi digne de l'ancien président. La preuve : la droite a voté à l'unisson cette loi liberticide avec sa majorité. Faut-il rappeler que dix ans de législation antiterroriste n'ont rien résolu si ce n'est réduire les libertés ?

Pour « raisons de sécurité » (expression digne d'une mauvaise série américaine), ce sont les libertés de circulation et d'expression qui sont atteintes.

On ne combattra pas le terrorisme par des régressions de nos droits fondamentaux. Il faut au contraire s'attaquer à la racine du problème : donner une perspective d'avenir aux jeunes de notre pays pour éviter qu'ils ne basculent dans l'extrémisme et combattre les discriminations sans relâche.

Les jeunes communistes batailleront de manière énergique pour faire reculer ces lois sécuritaires dangereuses qui ne résolvent rien et alimentent les thèses réactionnaires.

**One Man Show de Manuel Valls mis en scène par Gattaz:  
Face à ce mauvais scénario la jeunesse ne restera pas  
spectatrice ! le 16 septembre 2014**



Le Premier Ministre Manuel Valls, s'adressait aujourd'hui au Parlement dans le cadre d'un vote de confiance. Bon orateur, passionné, directif, Manuel Valls a fait preuve d'habileté dans sa prestation, grâce à de nombreux effets de tribune, cela est indéniable.

A la différence du gouvernement le MJCF ne se satisfait pas de mots, même bien prononcés pour satisfaire les besoins de notre jeunesse et de notre peuple. Car quelle était, cet après-midi la partition jouée par le chanteur Valls ?

#### Acte 1 : La guerre

En ouverture du discours pour bien planter un contexte dramatique Manuel Valls a rappelé la situation tragique du monde actuel et notamment les situations en Palestine, Ukraine et Irak. En a-t-il profité pour condamner la colonisation et la barbarie israélienne ? A-t-il dénoncé les interventions impérialistes américaines qui, au service des grandes entreprises pétrolières, ont démembré un pays et assassinées un peuple favorisant l'enracinement d'un islamisme guerrier. A-t-il remis en cause les agissements du Qatar et de l'Arabie Saoudite qui ont financé l'État Islamique pendant des années ? A-t-il condamné le rôle de l'Union européenne qui a mis de l'huile sur le feu en Ukraine ? A aucune de ces questions il n'a jamais répondu ou plutôt il n'a pas voulu répondre. Il a préféré justifier l'alignement de la France sur la politique de l'OTAN et des États-Unis ainsi que les nouvelles stigmatisations à venir pour les jeunes des quartiers populaires soupçonnés de partir faire le Djihad partout en France ! Cela va mener à encore plus de divisions et de rejet à renforcer l'islamophobie pourtant déjà très forte ! Toujours sur l'international, alors que Mahmoud Abbas va, ici en France, demander la reconnaissance par la France de la Palestine il aurait au moins pu annoncer le respect d'un des engagements de François Hollande. Mais cela est trop demander à un gouvernement qui préfère mener une politique atlantiste et belliciste et « abandonner le peuple palestinien » comme lui ont répondu les députés communistes par la voix d'André Chassaing cet après-midi.

#### Acte 2 : L'Amour

Dans son one man show Manuel Valls a ensuite continué par déclarer sa flamme ardente à l'égard des patrons et de l'entreprise qui, selon lui, « créent toute la richesse ». Cela lui a permis de justifier les mesures précédemment adoptées comme le pacte de responsabilité, le crédit impôt recherche ainsi que le CICE ; autant de réformes inefficaces et injustes qui prennent le peu de richesses qui restent aux salariés pour satisfaire le patronat. Mais Manuel Valls est un amoureux naïf, il espère qu'en offrant toujours plus au beau Gattaz, le président du MEDEF qu'il courtise, ce dernier lui offrira des emplois en retour. La naïveté du Premier Ministre le perdra... Gattaz prend tout mais ne rend rien.

Même si nous ne croyons pas à la naïveté de Manuel Valls nous lui disons : les grands patrons ne rendent jamais ce que la collectivité leur offre, cela est vieux comme le capitalisme. Encore plus naïf Manuel Valls a tenté de prouver que sa politique était de gauche et répondait aux attentes populaires : la droite ferait bien pire ! Cette excuse est trop grosse pour que nous l'avalions ! L'autosatisfaction et la fermeté du discours ne transforment pas d'un coup de baguette magique la politique en faveur du capital en politique sociale, l'échec en réussite.

Car les faits sont là et ils sont têtus. Le résultat de la politique du gouvernement, malgré les belles déclarations et les pin's du MEDEF c'est augmentation de 30% des dividendes pour les entreprises du CAC 40, c'est 40 millions d'économie d'impôt pour des grandes entreprises comme Leclerc, c'est l'imposition des mesures du pacte de responsabilité à des branches comme l'A.N.I contre la volonté de la CGT d'un côté et le chômage de masse pour la jeunesse de l'autre avec 25% de jeunes privés d'emploi, 40% pour les non diplômés et toujours des salaires de misère qui ne sont pas à même de nous faire vivre et juste bons à nous faire survivre.

#### Acte 3 : L'emphase sur la jeunesse

Soulignant, contre l'évidence, qu'il « ne menait pas de politique d'austérité, le Premier Ministre a continué de dérouler son discours pour affirmer que son gouvernement défendait et protégeait la jeunesse. Nous passons les belles formules et les jolis mots. Qu'a-t-il annoncé ? Rien. Pour nous les jeunes il s'est contenté de se féliciter des emplois d'avenir, de la garantie jeune et a demandé aux entreprises d'embaucher plus d'apprentis. Vouloir favoriser l'apprentissage sans partir des besoins et des attentes de la jeunesse, sans rehausser les droits des apprentis en basant la « future relance de l'apprentissage » sur les décisions du MEDEF, cela n'est plus du théâtre c'est du roman noir.

#### Rideau.

Les Jeunes Communistes inviteront l'année prochaine Manuel Valls à la fête de l'Humanité. Là, loin des salons et des ministères il rencontrera la France qui lutte, la France qui souffre. Face à un gouvernement dont la politique est un échec car elle ne bénéficie qu'aux intérêts d'une toute petite élite, nous ne nous satisferons pas d'un discours, fut-il bien prononcé.

Manuel Valls demande de la confiance ? Nous voulons une augmentation des salaires, des nouveaux droits pour les jeunes!

Manuel Valls demande la relance de l'apprentissage ? Nous voulons que les apprentis, comme les stagiaires d'ailleurs, soient payés au même titre que tous les travailleurs et que les matériels de formation professionnels soient gratuits !

Manuel Valls se félicite des emplois d'avenir et de la « garantie jeune » ? La jeunesse française elle ne se félicite pas de la charité. Nous ne nous satisfaisons pas d'être traités par défaut, loin du cadre juridique commun à tous les salariés. Vous n'arriverez pas à diviser en deux la classe ouvrière pour mieux l'exploiter !

Notre vie, nos souffrances, le chômage, la précarité, le racisme, l'exploitation, tout cela ce n'est pas du théâtre. Pendant que certains font de belles phrases, notre colère grandit de même que notre détermination à prendre notre avenir en main à construire une société où les richesses appartiennent à ceux qui la produisent ! L'urgence sociale est là, loin des beaux discours, la jeunesse de France sait que pour ses droits et son avenir les communistes seront toujours là pour elle, travaillant concrètement pour son émancipation des logiques capitalistes. Partout en France nous allons organiser la contre-offensive, loin des estrades mais auprès de la jeunesse populaire. Nous allons déployer partout les exigences et les propositions du MJCF ! Nous sommes prêts à construire un front de lutte et d'espoir avec tous, organisations ou simples citoyens, qui sont prêts à relever la tête, à sortir la France des griffes du patronat qui ne sait pas faire autrement que d'appliquer les mêmes recettes capitalistes qui ne fonctionnent pas pour nous !

## De nouveaux moyens pour la vie étudiante

le 16 septembre 2014

Notre pays, plus que jamais, est confronté à des exigences éducatives gigantesques. Il faut permettre à tous les jeunes qui le souhaitent d'engager et de suivre un cursus dans l'enseignement supérieur : nous ne pourrions répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, dans les domaines des technologies, de l'industrie, de l'enseignement ou encore des services si nous ne proposons pas le plus large accès aux savoirs et aux savoirs-faire. De ce point de vue, le système d'aides sociales mis à la disposition des étudiants est archaïque ; face à ses insuffisances, la grande majorité d'entre nous est contrainte de se salarier de manière concurrente aux études.

Le gouvernement, toujours prompt à voguer contre le vent de l'histoire, s'affaire d'ailleurs, par petites touches successives, à détricoter davantage les œuvres universitaires. La réduction des droits aux bourses pour les étudiants engagés dans les concours de l'enseignement, la suppression des bourses au mérite pour les bacheliers, le gel des bourses sur critères sociaux, jusqu'à, plus récemment, l'abandon des mesures d'encadrement des loyers dans les grandes villes : autant de décisions qui organisent l'échec des étudiants et la stagnation scientifique du pays.

Il est temps, non pas de réduire les aides sociales, mais bien de les généraliser, pour permettre à tous les jeunes d'apprendre et d'exercer le métier qu'ils ont choisi. C'est tout le sens de l'engagement des étudiants communistes auprès du collectif Touche pas à ma bourse, des associations d'agrégatifs et d'étudiants en CAPES, mais également des associations de résidents en cité universitaire. Les étudiants ont besoin de moyens pour réussir et pour acquérir les savoirs et les savoirs-faire qu'on attend d'eux dans le monde du travail : plus que jamais, une allocation d'étude, premier pas vers de véritables droits salariaux, est nécessaire.

## A Toulouse, l'austérité sonne le glas de la réussite

étudiante le 16 septembre 2014

Ce mardi 16 septembre, à l'Université Toulouse III Paul Sabatier, les étudiants en licence 1 «Sciences de la nature» n'ont pas pu effectuer leur rentrée. Les enseignants dénonçaient le trop grand nombre d'élèves inscrits et les conséquences de ce sureffectif des conditions d'enseignement, ils ont donc refusé de faire cours. Il a été décidé d'un délai d'une semaine, afin de s'adapter à cette situation que la direction de l'université a qualifiée d'« imprévue ». La solution, déjà mise en place pour certaines filières par le passé, va consister pour l'université à tirer au sort l'exclusion des étudiants excédentaires. D'autres, jugés indignes de l'université, vont être incités à se diriger vers des formations alternatives disposant encore de places vacantes.

Les étudiants communistes ne cessent d'alerter sur les conséquences du désengagement de l'État sur nos conditions d'étude, et donc sur nos diplômes et notre insertion professionnelle. Aujourd'hui, les politiques de casse du service public et d'asphyxie budgétaire que nous dénonçons avec constance manifestent d'une façon de plus en plus avérée leurs effets délétères.

Si imprévoyance il y a, elle est du côté du gouvernement, plus préoccupé à organiser l'austérité et à satisfaire les diktats à courte vue du capital qu'à promouvoir la réussite des étudiants et la possibilité d'étudier dans de bonnes conditions, dans un service public de l'enseignement supérieur doté de budgets décents. Il convient de mettre fin à la logique élitiste visant à assassiner financièrement la majorité des universités, des filières ou des centres de formation pour permettre le rayonnement de quelques pôles d'excellence.

**Plus que jamais, l'UEC se mobilisera pour défendre un service public de l'enseignement supérieur octroyant des formations de qualité partout en France : accessible, ouvert sur le monde du travail.**

## La bataille pour un service public du logement étudiant

continue le 9 septembre 2014

### Une petite avancée pour l'accès au logement

La secrétaire d'État à l'Enseignement Supérieur, Geneviève Fioraso, a annoncé lundi l'extension du dispositif de caution solidaire qui permet désormais à l'État de se porter garant lors de la signature du bail et dispense l'étudiant du paiement de la caution.

### La généralisation de la caution locative étudiante

Le dispositif, appelé "Caution locative étudiante" (CLé), déjà expérimenté depuis plusieurs années en Aquitaine, s'adresse à tous les étudiants âgés de moins de 28 ans et, parmi les plus de 28 ans, aux doctorants et post-doctorants étrangers. Tous les logements sont concernés, ceux du CROUS, des bailleurs privés ou sociaux, que l'étudiant loue seul, en couple ou en colocation. Le montant des loyers couverts par l'État sera plafonné à 500 euros pour une personne seule en province, à 600 euros en Île-de-France et 700 euros à Paris. Pour bénéficier de la caution, l'étudiant devra s'acquitter d'une cotisation équivalant à 1,5% du montant du loyer. Le mécanisme s'appuie sur un partenariat entre le ministère, le CNOUS et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) avec un fonds de garantie de l'ordre de 600.000 euros. Auquel certaines régions volontaires contribueront à hauteur d'environ 400.000 euros.

### Une mesure utile qui en appelle d'autres

L'Union des Étudiants Communistes salue ce dispositif qui facilite l'accès au logement pour des milliers d'étudiants. Cependant, nous restons vigilants quant à la mise en place effective de cette mesure.

Cette annonce ne nous fait pas oublier le détricotage de la loi ALUR qui permettait une avancée encore plus importante dans l'accès au logement étudiant, avec le plafonnement des loyers.

Parce que le logement représente 55% du budget d'un étudiant, il est nécessaire que la caution solidaire étudiante soit accompagnée d'autres mesures, comme la construction et la rénovation des logements étudiants, une baisse des loyers à hauteur des APL et la gestion démocratique du CROUS par les étudiants et les salariés. En cette rentrée où des centaines d'étudiants vont emménager dans des logements souvent trop chers et insalubres.

L'UEC reste mobilisée pour un véritable service public du logement étudiant.

## 20,27% pour les communistes à Moscou lors des élections municipales

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maury/2027-pour-les-communistes-a-Moscou-lors-des-elections-municipales\\_a8310.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/2027-pour-les-communistes-a-Moscou-lors-des-elections-municipales_a8310.html)

Malgré une participation très faible 21.04% (contre 32,07% l'an dernier) les candidats du Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) ont obtenu 20,27% des voix et 5 élus (+2) - article et traduction Nico Maury

La majorité des sièges (28 sur 45) seront occupés par des représentants de "Russie unie". La deuxième place revient à un groupe de députés indépendants avec 10 sièges. Les communistes ont obtenu 5 sièges (contre 3 sièges dans l'ancienne mandature), les représentants du Parti libéral-démocrate et du parti "Rodina" obtiennent un siège.

300.000 électeurs ont voté pour un candidat communiste, le KPRF obtient 5 premières places, 29 candidats obtiennent la deuxième place, 9 la troisième.

Le résultat global du Parti Communiste se monte à 20.27%, un score en hausse sachant que le KPRF obtenait 13% des voix lors des dernières élections.

Les cinq députés communistes sont :

Nikolaï Gubenko, Andreï Klychkov, Leonid Ziouganov, Nikolai Zubrilin et Elena Chouvalov.



---

## Déclaration commune des groupes Front de Gauche Auvergne et Rhône-Alpes

Septembre 2014

*Nos deux Régions, Rhône-Alpes et Auvergne, seront amenées à fusionner si le texte de loi sur la réforme territoriale était adopté à l'automne. Nous nous interrogeons sur le sens de ce rapprochement proposé par le Gouvernement Hollande dont l'unique objectif semble être la réduction des dépenses publics, du nombre des institutions et de leurs élus représentants. Cette baisse risque pourtant de porter atteinte à notre fonctionnement démocratique.*

Oui une réforme territoriale est aujourd'hui nécessaire. Notre V<sup>ème</sup> République est à bout de souffle. Les derniers résultats électoraux en témoignent : les citoyens ne se reconnaissent plus dans nos institutions. C'est à ce défi démocratique là qu'il convient de répondre.

**Une réforme de progrès** devrait faire évoluer nos institutions vers un fonctionnement plus démocratique, avec une meilleure répartition des moyens et des compétences pour reprendre prise sur la vie réelle et contrer la dictature de l'argent-roi.

**Le Front de Gauche ne redoute pas le changement, il porte depuis de nombreuses années le projet d'une VI<sup>ème</sup> République pour refonder en profondeur nos institutions et mieux répartir l'exercice du pouvoir.**

- Chaque niveau doit avoir son assemblée, élue à la proportionnelle, avec des moyens fiscaux permettant de mener à bien des projets construits avec les citoyens,
- L'Etat doit reprendre son rôle d'impulsion économique des territoires et assurer les grandes mesures sociales garantissant la solidarité et l'égalité.
- La commune doit être le lieu par excellence du débat démocratique, de la citoyenneté, des expérimentations possibles de la participation citoyenne, des modalités de gestion diverses selon les choix politiques faits par la population. La commune doit être, au contraire de la réforme actuelle, à la base de toute transformation institutionnelle.
- Des recettes budgétaires nouvelles doivent être créées par la taxation des revenus financiers.

Au lieu de cela, le gouvernement en place choisit d'imposer une réforme à marche forcée sans débat véritable, sans consultation préalable des élus, personnels territoriaux et populations. L'objectif recherché est l'avènement des métropoles, la création de « super régions », la disparition des départements, l'effacement des communes pour répondre au mieux aux exigences du marché et de Bruxelles. Ce qui est proposé ne va pas vers plus de démocratie. C'est une attaque en règle contre notre édifice républicain pour une construction plus fédéraliste, dans une Europe soumise aux exigences de la rentabilité financière.

Ces choix s'inscrivent directement dans la politique d'austérité menée par Manuel Valls. L'objectif du gouvernement est la recherche de toujours plus d'économies dans les dépenses utiles à la population : les services publics, pour financer de nouveaux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises sans aucune contreparties. **50 milliards d'euros d'économies sont programmées d'ici 2017 alors que 30 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales vont être offerts au patronat dans le cadre du pacte de responsabilité.**

En cédant ainsi aux sirènes de la finance, le président Hollande prive les citoyens de la proximité des centres de décisions et affaiblit les pouvoirs locaux. **Il s'agit d'une recentralisation qui ne dit pas son nom !**

Les conséquences négatives sont prévisibles et impacteront en premier lieu les territoires ruraux déjà lourdement fragilisés par la crise économique. Ils seront sous-représentés en nombre d'élus dans les instances décisionnelles et leurs intérêts ne pourront donc pas être défendus correctement. La Région Rhône-Alpes-Auvergne sera pourtant constituée en grande majorité de territoires ruraux.

Concrètement nous devons mesurer **qu'il s'agira du fonctionnement des collèges, des lycées, des transports publics et scolaires, des universités, et des conditions de travail des agents** de la fonction publique qui entraîneront immanquablement la suppression de milliers d'emplois utiles socialement.

Nos territoires de Rhône-Alpes et d'Auvergne sont riches de leur diversité. Si fusion il doit y avoir entre nos deux régions, **la logique qui doit dominer ne peut être qu'une harmonisation par le haut des services rendus à la population.** Par exemple : des départements aujourd'hui fournissent les transports scolaires gratuits : généralisons le à l'ensemble de notre future région. Mais si, comme nous le redoutons, il s'agit a contrario de prendre le risque de réduire ou même d'abandonner la gestion de ces services publics au secteur privé, alors nous nous y opposerons.

Cette fusion associée au transfert des compétences des 12 départements qui la compose, imposera des chamboulements sans précédent. Citons quelques exemples pour en mesurer l'ampleur : **Rhône-Alpes-Auvergne devra intégrer 6000 nouveaux agents des collèges, gèrera 50 000 kms de voirie et l'ensemble des transports non urbains et scolaires. Or ces actions sont conduites aujourd'hui localement au plus près des citoyens selon des modalités différentes. Comment escompter une amélioration du service rendu en centralisant les processus de décisions en un seul lieu ?**

Nous nourrissons légitimement des inquiétudes quant à la préservation des spécificités des territoires qui composeront cette nouvelle région et l'avenir de leurs bassins d'emplois (ex : Coutellerie de Thiers ...).

Nous exigeons le maintien du pôle universitaire de Clermont Ferrand, le développement de son aéroport, la liaison ferroviaire Lyon-Clermont, la modernisation du réseau ferré secondaire sur l'ensemble du territoire concerné, etc.

Un tel séisme institutionnel ne peut se mener sans les citoyens. Un débat public est indispensable, c'est le sens des vœux que nos deux groupes ont fait adopter respectivement par leurs assemblées régionales. Débat qui devra être conclu par un référendum national. De même la fusion entre nos deux régions devrait être ratifiée impérativement par un référendum local.

**Gilles RAVACHE** – Président du groupe FDG Rhône-Alpes  
**Eric DUBOURGNOUX** – Président du groupe FDG Auvergne

**André Chassaigne : « Des convergences se tissent à gauche pour le budget 2015 »**



Pour le député PCF-Front de gauche, président du groupe Gauche démocrate et républicaine : "Il est possible, avec la majorité telle qu'elle existe aujourd'hui à l'Assemblée nationale, de mettre en œuvre, avec un nouveau gouvernement, une autre politique: celle inscrite dans le programme de François Hollande qui avait eu le soutien de la majorité des Françaises et des Français dans la diversité de leur opinion de gauche."

"Nous sommes très attentifs à ce que, quels que soient les votes, abstention ou vote contre, émis par nos collègues qui n'ont pas accordé leur confiance à Valls, nous ne soyons pas dans la mise en cause mais que, au contraire, nous considérons que nous tissons des liens nouveaux. Nous sommes en train de mettre en place des convergences qui prendront sans aucun doute une autre dimension lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2015. Nous défendrons alors les positions que défendaient tous les groupes de gauche avant 2012 et l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République."

Sans doute apparaîtra alors le décalage entre ce que certains défendaient alors et ce qu'ils font aujourd'hui, maintenant qu'ils ont le pouvoir. La politique mise en œuvre par le gouvernement accentue la crise morale qui affecte notre pays. Mettre en œuvre une politique qui n'est pas celle pour laquelle avait voté le peuple de France a des effets désastreux et renforce cette rupture terrible entre le peuple et la politique. Le gouvernement fait fausse route dans les solutions qu'il apporte et en particulier par cette porte grande ouverte au Medef. Nous devons ouvrir un autre chemin."

**Le communiste Vadim Potomsky élu gouverneur d'Orel (Russie) avec 89% des voix** Mardi 16 Septembre 2014

C'est une victoire historique pour les communistes russes, pour la première fois depuis la chute de l'Union Soviétique, le communiste Vadim Potomsky a été élu gouverneur de l'oblast d'Orel (Russie) avec 89% des voix - article et traduction Nico Maury

Vadim Potomsky, membre du Comité central du Parti Communiste, a obtenu plus de 89% des voix a déclaré le président de la Commission électorale régionale Lyudmila Markina. Avec une large majorité des votes, le communiste Vadim Potomsky a été élu gouverneur de l'oblast d'Orel (860.000 habitants).

Ses concurrents ont obtenu 3% pour Utesheva Vitaly, 2,5% pour Antyhova Yury, Galkina Ivan A. Kazantsev Andrew Kimovich environ 1,5% des votes pour chacun.

**Morts de migrants en Méditerranée : pour en finir avec l'hécatombe ?** Marie-Christine Vergiat, notre députée européenne



Environ 500 migrants auraient trouvé la mort au large de Malte, des passeurs auraient coulé l'embarcation à bord de laquelle ils se trouvaient. « Une des pires catastrophes survenues ces dernières années », « un meurtre de masse » selon un responsable de l'OIM.

150 autres personnes seraient mortes dimanche au large des côtes libyennes.

Selon le HCR, déjà plus de 2 200 personnes ont péri ou disparu en tentant de franchir la Méditerranée depuis juin. 3 300 depuis le début de l'année. Ils s'ajoutent aux 2 500 morts de l'année dernière. Au moins 25 000 migrants ont trouvé la mort en 20 ans en Méditerranée.

Nous nous apprêtons à commémorer la mémoire des 400 morts de Lampedusa, en octobre 2013. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les dispositifs européens font jour après jour la preuve de leur insuffisance à sauver des vies humaines au regard des moyens considérables alloués.

Le seul résultat probant : c'est que les migrants prennent de plus en plus de risques et qu'ils sont de plus en plus livrés à des passeurs de plus en plus sans scrupules.

Combien de fois faudra-t-il répéter que ces migrants fuient les persécutions ou les zones de conflits et sont dans leur très grande majorité des demandeurs d'asile potentiels : Syriens, Érythréens, Éthiopiens, ...

L'Union européenne et ses États membres doivent se donner les moyens de faire cesser cette hécatombe. Ils doivent cesser de se renvoyer les responsabilités les uns sur les autres.

Jean Claude Juncker vient de proposer la nomination de M. Avramopoulos, ancien ministre de la défense Grec au poste de commissaire à la migration et aux affaires intérieures, cela sonne comme une provocation pour les défenseurs des droits de l'Homme quand on connaît les responsabilités de la Grèce en ce domaine. Pire, la lettre de mission du futur commissaire est on ne peut plus claire. Il n'y est question que de sécurisation, d'externalisation, et de réadmission.

Tout cela a assez duré. Il n'est plus temps de larmoyer.

À quand une vraie politique migratoire en Europe basée sur les droits des migrants et les réalités des pays concernés au Nord comme au Sud.



**L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.**

Dès maintenant, faites un don en ligne.  
<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>